Rapport d'évaluation finale de l'OS du programme DGD 2017-2021 au Burkina Faso

VERSION FINALE

Décembre 2021

Rédigé par :

Effectivité Plus
effectivite.plus@gmail.com
Dr Steve KABORE
Mr Sayouba GUIRA

Table des matières

Liste des tableaux 4

LISTE DES FIGURES 4

Sigles et abréviations 5

RESUME 6

1. INTRODUCTION 8

1.1. Contexte 8

1.2. Objectifs de l'évaluation 8

2. APPROCHE METHODOLOGIQUE 9

2.1. Type de données 9

2.2. Technique de collecte 9

2.3. Exploitation des données 10

2.3. Limites de l'évaluation 12

3. RESULTATS 13

3.1. Efficacité 13

3.1.1. Réalisation effective ou attendue des résultats 13

3.2. Efficience 19

3.2.1. Changements dans le contexte des résultats pendant la mise en œuvre 19

3.3. Pertinence 23

3.3.1. Changements dans la stratégie pendant la mise en œuvre 23

3.3.2. Effet sur les dynamiques communautaires 27

3.4. Impact 29

3.4.1. Facteurs et processus affectant l'atteinte des résultats 29

3.4.2. Coordination et prise de décision entre les parties prenantes 33

3.5. Durabilité 36

3.5.1. Renforcement de capacités et appropriation par les acteurs locaux 36

4. LECONS APPRISES 40

5. CONFRONTATION DE LA THEORIE DU CHANGEMENT DU PROJET AVEC LES RESULTATS OBTENUS 41

6. CONCLUSION 46

7. RECOMMANDATIONS 47

8. ANNEXES: 50

Annexe 1 : Liste des répondants à l'évaluation 50

Annexe 2 : Outils de collecte de données 51

Annexe 3 : Termes de références de l'évaluation 51

Annexe 4 : Témoignages de bénéficiaires 51

Annexe 5 : Etats financiers 2020 et mi-2021 Unité de Transformation 52
Annexe 6 : Plan d'amortissement 2020 Unité de Transformation 52
Annexe 7 : Liste des documents consultés 52
9. GALERIE PHOTOS 53

Liste des tableaux

Tableau 1. Cibles de l'étude 10
Tableau 2. Ségrégation documentaire et information à rechercher 11
Tableau 3. Informations recherchées en fonction des cibles de l'évaluation 12
Tableau 4. Référentiels développés par le projet 15
Tableau 5 : Produits à base de PFNL promus par IMPULSION 16
Tableau 6: Composition du Cadre de Concertation Intercommunal de gestion du corridor N°1 30
Tableau 7 : Outils potentiels de suivi du PAGEP 32
Tableau 8. Compte d'exploitation prévisionnelle de l'Unité de transformation 38
Tableau 9 : Compte de résultat reconstitué à partir des états financiers 2020 de l'association IMPULSION 38
Tableau 10: Tableau d'amortissements de l'unité de transformation à fin 2020 39
Tableau 11 : Standards minimums pour le suivi-évaluation 41

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Théorie du changement du projet DGD 45

Sigles et abréviations

AGR	Activités Génératrices de Revenus
APAF	Association pour la Promotion de l'Agroforesterie et de Foresterie au Burkina Faso
AUE	Association des Usagers de l'Eau
CAD	Comité d'Aide au Développement
FONRID	Fonds National de la Recherche et de l'Innovation pour le Développement
GGGI	Global Green Growth International
GOA	Groupes d'Opposition Armés
ITAO	Interviews Téléphoniques Assistés par Ordinateur
MRV	Monitoring Review and Verification
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OS	Objectifs Spécifiques
PAGEP	Plan d'Aménagement et de Gestion Participatif
PDM	Post-Distribution Monitoring
PFNL	Produits Forestiers Non Ligneux
PONASI	Po - Nazinga - Sissili
PRD	Projet de Recherche et Développement
RNA	Régénération Naturelle Assistée
ULB	Université Libre de Belgique
ULBC	Université Libre de Belgique - Coopération

RESUME

ULB-Coopération, l'ONG de l'Université Libre de Bruxelles, a implémenté un programme visant à renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables avec un co-financement de la DGD (Coopération Belge) pour son programme 2017-2021 au Burkina Faso. L'objectif spécifique du projet était d'« améliorer les systèmes de gestion pour une exploitation durable des forêts/aires à protéger et la pérennisation de l'approvisionnement en eau potable ». La présente évaluation a été commanditée par ULBC pour un apport de réponse sur les questions liées aux critères Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) notamment l'efficacité, l'efficience, la pertinence, l'impact et la durabilité.

En termes d'efficacité, les indicateurs d'objectifs spécifiques au nombre de deux ont été partiellement atteints. Pour le premier indicateur intitulé « Nombre de systèmes de gestions évalués », les systèmes ont été décrits mais pas évalués. Relativement au second indicateur intitulé « Nombre de référentiels rédigés », il a été atteint avec trois référentiels élaborés sur le balanites, le miel et le beurre de karité respectivement par les associations IMPULSION et NATUDEV avec le soutien technique et financier d'ULBC.

L'efficience du projet a été marquée par le contexte sécuritaire des zones d'intervention qui a entrainé la réaffectation des principales ressources humaines et matérielles au nveau des partenaires de mise en œuvre. Ces réaffectations ont été perçues comme pertinentes par les partenaires. Cette stratégie a permis à l'association IMPULSION d'assurer la continuité de la transformation des PFNL à travers la relocalisation d'une partie de l'unité de Barsalogho vers Ziniaré et l'adaptation du volet hydraulique. Relativement aux PFNL, l'unité de transformation assure la production des articles (huiles et savon) malgré les défis rencontrés liés à l'écoulement des produits transformés et l'amortissement des machines. Concernant le volet hydraulique, les adaptations effectuées par l'association IMPULSION ont consisté en partie à développer un volet WASH du fait de l'augmentation des besoins humanitaires dans la zone de Barsalogho et également le renforcement de l'atelier de forage, la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau potable simplifiés (AEPS) et les activités du Centre de Maintenance Hydraulique. On note toutefois que l'atelier de forage fonctionne avec des couts relativement élevés par rapport aux standards actuels sur le marché. La cible 1 du programme a un lien étroit avec la participation des femmes et des jeunes dans le secteur agricole. Le projet a œuvré à l'inclusion des femmes dans les activités de régénération des sols et de plantations d'arbres. Cependant, la participation des femmes est restée faible de manière générale pour la cible 1, du fait que les producteurs sont en majorité des hommes. Par contre, pour les cibles 2 et 5, la transformation des PFNL a permis la participation des femmes et des jeunes notamment dans les activités d'approvisionnement en graine pour la production d'huile, de savon, la fabrication de beurre de karité et l'apiculture.

Pour l'impact du projet, l'une des questions était relative au fait de savoir dans quelle mesure les outils de suivi prônés dans le PAGEP permettraient-ils de s'assurer que la fonction de développement visant à concilier la conservation avec une exploitation durable de l'écosystème grâce à une étroite collaboration avec les communautés locales » pourra effectivement être vérifiée. Il en ressort que les axes de suivi envisagés dans le PAGEP sont

d'une pertinence avec des embranchements sur les stratégies nationales. Les suivis liés à la végétation, l'écologie, la faune et le climat sont en droite ligne avec les défis à relever définis dans les stratégies nationales, permettant d'assurer la conservation et l'exploitation des écosystèmes. Pour ce qui est de la collaboration avec les communautés, le programme de valorisation des ressources prévoit l'implication des membres de la communauté dans les activités à l'intérieur et autour du corridor N°1. Pour l'appropriation des outils prônés pour le PAGEP, les principales parties prenantes impliquées dans le PAGEP sont regroupées à travers un cadre de concertation intercommunal dont les objectifs sont (i) l'élaboration du plan d'aménagement et de gestion participative du corridor N°1, (ii) la responsabilisation de la population par la mise en place d'une structure inter villageoise et (iii) la mise en place d'un dispositif de suivi écologique participatif du corridor N°1. NATUDEV, ULBC et le PRD ont joué des rôles importants dans l'élaboration du PAGEP. En effet, La mobilisation des communautés et des autorités locales dans l'élaboration du PAGEP a été facilité par NATUDEV avec une assistance technique et financière d'ULBC. Le PRD a contribué à la revue technique lors de l'élaboration du PAGEP et aussi à travers la recherche des axes principaux que sont l'analyse des filières PFNL - karité et miel et méliponiculture, l'analyse des systèmes agraires, l'analyse paysagère diachronique.

L'évaluation de la durabilité consistait à déterminer dans quelle mesure les partenaires seraient-ils en capacité de poursuivre leurs activités d'exploitation ou d'appui à l'exploitation des PFNL à l'issue du projet. L'accent a été mis sur l'association IMPULSION qui a procédé à la relocalisation d'une partie de son unité de transformation vers une zone beaucoup plus sécurisée. L'association s'est retrouvée confrontée à une difficulté de rentabilité et d'écoulement de ses produits. Elle a mis en place des mesures idoines comme la recherche et développement pour la valorisation des sous-produits issus de la transformation des PFNL. Cependant, la viabilité de l'unité de transformation reste difficile à ce stade sans aide extérieure.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte

ULB-Coopération, l'ONG de l'Université Libre de Bruxelles, a obtenu un co-financement de la DGD (Coopération belge) pour son programme 2017-2021 au Burkina Faso. Ce programme vise à renforcer les capacités de résilience des populations vulnérables.

L'objectif spécifique (Outcome), intitulé « Améliorer des systèmes de gestion pour une exploitation durable des forêts/aires à protéger et la pérennisation de l'approvisionnement en eau potable » entendait améliorer des systèmes de gestion. Il s'agissait d'aménager et de gérer durablement deux zones naturelles. La valorisation professionnelle des produits forestiers non ligneux (PFNL), offrant les meilleurs débouchés aux paysans (H/F), devait y tenir une place centrale. L'utilisation des NTIC, combinée à une approche économique, visait la viabilisation d'un système de maintenance préventive et curative des points d'approvisionnement en eau potable en zone rurale. Le renforcement des partenaires devait leur permettre de pleinement remplir leur fonction d'intermédiation. Enfin, les systèmes de gestion devaient faire l'objet d'une capitalisation, en vue de leur diffusion, notamment par le biais d'un centre de référence en matière d'aménagement et d'exploitation de produits forestiers non ligneux, en synergie avec les parties prenantes identifiées.

La théorie du changement à la base du projet visait une meilleure connaissance et maîtrise par les bénéficiaires des variables qui sont déterminantes pour une exploitation durable des produits forestiers non ligneux d'une part et d'autre part pour la pérennisation de la distribution continue d'eau potable en zone rurale. Les conditions de durabilité et de pérennisation devaient être coconstruites et modélisées pour servir de référence. En effet, des acteurs mieux informés et outillés sont davantage armés pour anticiper les décisions à prendre et pour pleinement jouer leur rôle spécifique dans l'amélioration des systèmes de gestion.

1.2. Objectifs de l'évaluation

La DGD impose que l'ensemble des critères CAD soient évalués en insistant tout particulièrement sur l'impact, la durabilité et l'efficacité. Ensuite, analyser les forces et faiblesses des relations partenariales établies dans le cadre de ce programme, notamment sous l'angle du partage des compétences entre ULBC et ses partenaires en vue d'atteindre les objectifs fixés, dans un contexte d'insécurité ainsi que les modalités de communication formelles et informelles. Il fallait, par ailleurs, questionner le dispositif de mesure d'impact du plan d'aménagement et de gestion participatif prévu dans le cadre de ce programme.

2. APPROCHE METHODOLOGIQUE

La méthodologie de cette évaluation a été participative avec une bonne implication d'ULBC. Les étapes ayant permis de réaliser l'évaluation sont les suivantes :

- La réunion de cadrage tenue en septembre 2021 et ayant permis de faire la revue de la méthodologie proposée et aussi lever les points d'incompréhension des termes de référence ;
- L'identification des parties prenantes à travers une liste de contact mise à disposition par ULBC ;
- La revue bibliographique ;
- L'élaboration des outils de collecte de données et leur approbation par le commanditaire pour assurer l'adéquation avec les attentes des TDRs de l'étude ;
- La proposition d'un calendrier de sessions d'entretiens ;
- L'analyse des données collectées et la rédaction du rapport.

2.1. Type de données

Les données collectées ont été principalement qualitatives. Cependant, des données quantitatives ont également été exploitées pour les considérations liées à l'efficience financière.

2.2. Technique de collecte

Deux approches ont été utilisées pour la collecte d'information. Dans un premier temps, la revue documentaire a permis de recueillir les données secondaires. Les données primaires quant à elles ont été collectées directement auprès des cibles à travers des Interviews Téléphonique Assistés par Ordinateur (ITAO). Le consultant a été introduit par ULBC auprès des parties prenantes de l'évaluation à travers une lettre d'accréditation facilitant ainsi les prises de rendez-vous.

Le tableau 1 ci-dessous présente les différentes cibles ayant répondu aux questions d'évaluation ainsi que les critères d'évaluation auxquels leur réponses ont contribué.

Tableau 1. Cibles de l'étude

Cibles	**Contribution aux critères d'évaluation**
APAF	Efficacité
IMPULSION	Efficacité / Durabilité/ Efficience/ Pertinence
NATUDEV	Efficacité/ Impact
ULBC	Efficacité/ Impact/ Durabilité/ Efficience/ Pertinence
MAIRIES DE PO ET GUIARO	Impact
GROUPEMENTS DE PRODUCTRICES DE BEURRE DE KARITE ZONE PONASI	Pertinence
GROUPEMENTS APICULTEURS ZONE PONASI	Pertinence
ASSOCIATIONS USAGERS DE L'EAU ZONE PONASI	Pertinence
CHEFFERIES VILLAGEOISES ZONE PONASI	Pertinence
CONSEILLERS VILLAGEOIS ZONE PONASI	Pertinence
GROUPEMENTS D'EXPLOITATION FAMILIALE PONASI	Pertinence
DIRECTION PROVINCIALE EN CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT DU NAHOURI	Impact

Source : les auteurs

2.3. Exploitation des données

L'équipe d'évaluation a tout d'abord procédé à un apurement des données existantes. Cela a consisté à une lecture approfondie de la totalité des documents. Par cette revue documentaire, les éléments de réponses aux questions d'évaluation ont été dégagées partiellement. Les documents de la revue de littérature ont été classés en quatre groupes comme le montre le tableau ci-dessous. Pour chacun des groupes 1 à 3, l'équipe d'évaluation a étudié d'abord les rapports d'activités afin de connaitre (i) le niveau de réalisation de chacun des partenaires, (ii) les difficultés rencontrées, (iii) les mesures correctives telles que les avenants et (iv) les besoins en couverture d'information. Le groupe 4 concerne les documents du projet initialement soumis au bailleur et ceux traitant de sujets transversaux aux

organisations partenaires tels que les renforcements de capacités, business plan, etc. La liste de tous les documents consultés est décrite en annexe 7.

Tableau 2. Ségrégation documentaire et informations à rechercher

	Documents	Principales Informations manquantes
Groupe 1	Documents APAF	•Suivi de la mise en terre des plants par village •Système de suivi-évaluation mis en place par le partenaire*
Groupe 2	Documents NATUDEV	• Suivi post-distribution (PDM) Beurre et Miel : Quel est la perception des bénéficiaires ? •Quelles sont les difficultés rencontrées dans les activités de valorisation des PFNL (Beurre et Miel) ?
Groupe 3	Documents IMPULSION	•Déterminants des difficultés liées à la commercialisation des PFNL transformés •Viabilité de l'unité de transformation (fonctionnalité du matériel, adéquation de la ressource humaine, accessibilité des produits par la communauté...)
Groupe 4	Transversal (documents de formations, narratifs projet, etc.)	**Outils de suivi-évaluation de ULBC** •Plan de suivi évaluation du projet •Canevas de rapportage standardisé à utiliser par les partenaires •Tableau de bord central de suivi des indicateurs •Situation de référence (baseline) **Processus de contrôle qualité d'ULBC** •Plan des missions de suivi-supervision des activités des partenaires •Circuit de remontée et de validation des données •Planification des enquêtes PDM (notamment pour les activités de NATUDEV) •Mécanisme de gestion des plaintes **Equipe dédiée au suivi-évaluation par ULBC** •Existence d'un agent suivi-évaluation central au niveau d'ULBC **Cadre de concertation** •Réunions périodiques avec les UGP (Unités de Gestion du Projet)

**Recherché au niveau de chaque partenaire*

Source : les auteurs

Les outils de collecte de données ont été élaborés sur la base (i) des informations non obtenues dans la revue de littérature et (ii) des informations à vérifier. Il faudrait mentionner que toutes les informations issues de la revue documentaire ont été triangulées lors des consultations réalisées. Ces consultations se sont déroulées auprès de quatre entités qui sont dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3. Informations recherchées en fonction des cibles de l'évaluation

		Dénomination	Informations recherchées
1	Entités administratives du projet	ULBC APAF IMPULSION NATUDEV	*Triangulation des réponses issues de la revue documentaire et en lien avec les questions de recherche initiales. *Evaluation des mécanismes de gestion du programme (finance, coordination, suivi) *Difficultés rencontrées et moyens de mitigation *Bonnes pratiques
2	Entités opérationnelles du projet	ULBC APAF IMPULSION NATUDEV	
3	Entité communautaires	Groupements (beurre de karité, miel, exploitations familiales) Responsable villageois (CVD, Chef de village)	*Perception sur la pertinence des activités réalisées ; *Besoins à couvrir et pré-requis pour la durabilité de l'action *Ancrage communautaire * Bonnes pratiques
4	Entités institutionnelles	Mairies Direction provinciale en charge de l'environnement	*Ancrage communautaire *Accompagnement potentiel pour les activités du projet (PAGEP)

Source : les auteurs

Les consultations se sont déroulées sous forme d'entretiens individuels et pour les entités communautaires sous forme de discussions de groupe. Chaque session a été enregistrée et réécoutée par l'équipe d'évaluation. Avec la contribution du coordonnateur terrain de l'équipe d'enquêteurs, les informations tirées des écoutes ont été répertoriées et classées sous les questions d'évaluation auxquelles elles contribuent.

2.3. Limites de l'évaluation

L'évaluation s'est globalement bien déroulée. La limite principale réside dans le fait de n'avoir pas pu se déplacer dans la zone de Barsalogho du fait de la situation sécuritaire afin de discuter avec les parties prenantes.

3. RESULTATS

3.1. Efficacité

3.1.1. Réalisation effective ou attendue des résultats

Question d'évaluation : ***Dans quelle mesure les indicateurs d'OS ont-ils été atteints ?***

Points clés 1 : Les indicateurs d'OS pour le projet sont au nombre de deux. Pour l'indicateur 1 en lien avec les systèmes de gestions, 3 systèmes ont été décrits mais pas évalués. Des réalisations importantes ont cependant été faites pour ce qui est activités en lien avec les sous-thèmes des systèmes de gestion. Pour ce qui est de l'indicateur 2, il a été atteint avec la réalisation des 3 référentiels.

Les indicateurs d'objectifs spécifiques pour le projet sont au nombre de deux et déclinés ci-dessous :

- I_1OS : Nombre de systèmes de gestion évalués
- I_2OS : Nombre de référentiels rédigés

En ce qui concerne l' I_1OS, les systèmes de gestion dont il est question sont en principe au nombre de 3 et relatifs à (i) l'exploitation durable du massif forestier de Korko, (ii) les modèles de mise en valeur de produits forestiers capables de dégager une plus-value durable pour les populations riveraines (Karité, Balanites, produits de la ruche, …) dans l'ensemble des zones d'intervention et (iii) l'amélioration du système de maintenance hydraulique dans la commune rurale de Barsalogho. La revue documentaire et les entretiens avec les responsables d'ULBC et des partenaires (APAF, IMPULSION et NATUDEV) ont laissé savoir que l'I_1OS n'a pas pu être entièrement atteint. Les 3 systèmes d'exploitation susmentionnés ont bien été décrits mais n'ont pas pu être évalués puisque non-opérationnalisés. Cependant, pour chaque système de gestion décrit, le projet a pu trouver des alternatives pour l'effectivité des systèmes d'exploitation décrits et au bien-être des populations bénéficiaires tenant compte de la dégradation de la situation sécuritaire de la zone d'intervention. Les actions réalisées sont décrites dans les lignes ci-dessous.

L'exploitation durable du massif forestier de Korko

Il était initialement prévu l'exploitation durable du massif forestier de Korko situé à Barsalogho. Malheureusement, les ressources dédiées à cette activité ont dû être transférées ailleurs du fait de la situation sécuritaire. L'une des activités principales réalisée dans la zone PONASI a été la plantation d'arbre fertilitaire afin de restaurer les sols aux alentours du massif forestier. A ce jour, 153 hectares de surface ont été reboisée avec succès. En addition, une haie vive a été réalisée sur 3 kilomètres afin d'orienter la marche des éléphants pour éviter qu'ils ne causent de dégâts (écrasement des pépinières) mais aussi pour des questions de protection du corridor N°1. En effet, la haie vive a été plantée après un exercice d'identification des exploitations agricoles bénéficiaires d'APAF à proximité de la trajectoire

des éléphants dans le but de les protéger. Dans les endroits où les haies vives ont poussé comme il fallait, les éléphants ont pu être canalisés dans leur marche. Toutefois, les haies vives ne se sont pas développées au même rythme et une partie a été coupée par des paysans. Ces poches occasionnées par les coupes permettent donc toujours l'accès des champs aux éléphants. Il faudrait mentionner que la superficie initialement prévue pour le reboisement était de 18 000 hectares. Cependant, cette estimation a été jugée excessivement grande et non réaliste par l'association partenaire APAF en charge de l'activité du fait de limitations en termes de ressources humaines, de budget et de temps.

Un référentiel des bonnes pratiques d'agroforesterie a été développée par APAF afin d'orienter et de standardiser l'exploitation de la forêt. Il faudrait mentionner que les activités initialement prévues dans la zone de Barsalogho ont été reversées dans la zone PONASI. Ces activités opérationnelles ont été achevées depuis 2019 et c'est surtout du suivi qui se fait depuis 2020 et 2021. Toutes ces activités réalisées avaient pour objectif l'amélioration des conditions de vie des paysans à travers la mise à disposition de terre fertilisées en périphérie de la forêt et de limiter les conflits hommes-faunes. Cependant, pour ce qui concerne la fertilité des sols, l'on ne peut stipuler que sur les surfaces couvertes car l'effet d'un arbre ne peut être perçu que sur une période allant en moyenne à 10 ans[1], soit dans le long terme. De plus, il a été constaté une forte utilisation de produits chimiques notamment les herbicides de type glyphosate qui contribue à l'appauvrissement des sols et donc l'annihilation des efforts de reboisement.

L'amélioration du système de maintenance hydraulique dans la commune de Barsalogho

Elle concerne l'approvisionnement en eau pour lequel un centre de maintenance hydraulique avait été installé à Barsalogho avec l'association IMPULSION pour la gestion. Cependant avec la crise sécuritaire, la nécessité d'adaptation s'est imposée et elle a entrainé le développement de stratégies comme par exemple la collaboration avec les ONG humanitaires notamment le cluster WASH. Dans l'optique de se créer une part de marché dans le domaine de la réalisation de forage, IMPULSION a pu initier la signature de contrats cadres avec des entreprises privées qui ne possèdent pas (ou pas assez) d'ateliers pour l'exécution de leurs marchés. Vingt (20) forages ont été réhabilités sur l'axe Kaya-Barsalogho. Le réseau hydraulique de Barsalogho a également été renforcé avec la construction de deux (2) AEPS. Cette expertise acquise a permis à l'association IMPULSION de réaliser et réhabiliter des forages avec ULBC dans la zone PONASI. En entame de cela, un diagnostic préliminaire des forages des villages riverains du corridor PONASI a été effectué et a permis de connaitre la situation réelle de tous les forages du parc hydraulique des villages bénéficiaires. Quatre forages équipés de pompe à motricité humaine dont 2 dans le village de Yaro (commune de Pô) et 2 à Kollo (commune de Guiaro) ont été réhabilités. L'action de construction et de réhabilitation de forages dans la zone PONASI bien que non prévue dans la version initiale du projet a été beaucoup appréciée par les populations et les autorités locales. Cette intervention a été facilitée par l'ULBC sous la forme d'une prestation de service au profit de l'association IMPULSION.

[1] Une mission d'évaluation effectuée par APAF en décembre 2020 a fait ressortir des taux de survie des arbres variant entre 14 et 75%. La moyenne nationale est de 20%.

Il faudrait mentionner l'ancrage institutionnel fort qu'a pu assoir l'association IMPULSION pour la légitimation des activités d'amélioration des systèmes de maintenance. En effet, l'association a œuvré à avoir un contrat d'affermage avec la mairie de Barsalogho qui lui a octroyé la gestion des ouvrages de la commune pour une période de vingt (20) ans.

Relativement à l'I_2OS, les filières sélectionnées pour être arrimées aux référentiels sont les filières balanites, karité et miel. Le choix de ces filières est raisonné par une analyse qui a été conduite par les équipes du projet. En effet, ce raisonnement s'appuie non seulement sur la disponibilité en quantité et qualité des matières premières des filières visées mais aussi sur la note stratégique genre de la DGD[2] qui vise la sécurité alimentaire, l'accès aux ressources naturelles. En effet, la cueillette des PFNL amène un revenu complémentaire substantiel dans les ménages d'agriculteurs (étude IUCN 2011). Elle peut représenter jusqu'à 50 % du revenu d'un ménage burkinabè rural. Celui-ci est souvent généré par les femmes (cueillette des fruits, commercialisation). A cet effet, il a été jugé nécessaire d'organiser l'exploitation de ces filières à travers l'élaboration de référentiels afin qu'elles puissent être les plus profitables possible pour les populations. Le tableau ci-dessous présente les référentiels qui ont été développés par le projet :

Tableau 4. Référentiels développés par le projet

	Référentiels	Organisation	Date de production
1	Balanites Aegyptiaca	Association Impulsion / ULBC	Mars 2019
2	Miel	NATUDEV / ULBC	Mai 2020
3	Beurre de Karité	NATUDEV / ULBC	Juin 2019

Source : les auteurs

Au vu des éléments constitutifs du tableau 4, l'indicateur 2 visant la production de 3 référentiels a été atteint.

La revue documentaire, les entretiens individuels et les échanges de groupes avec les bénéficiaires du projet ont permis de faire ressortir des réalisations importantes pour ce qui est de la valorisation des PFNL dans le prolongement des référentiels élaborés. Ces réalisations sont décrites ci-dessous.

La mise en valeur de produits forestiers non ligneux

Dans la région de Barsalogho, une unité de transformation des PFNL a été mise en place avec l'association IMPULSION pour la gestion. Du fait de la crise sécuritaire, cette unité a été délocalisée et installée à Ziniaré. Dans cette unité, des huiles essentielles sont produites à base de baobab et de balanites. Pour la réussite de cette activité, l'approche communautaire a été prônée par IMPULSION avec l'implication des femmes de la communauté pour la cueillette ou le ramassage des graines destinées à la presse mécanique. En effet, IMPULSION a développé un système de contractualisation à partir duquel il responsabilise les membres de la communauté qui apporte la matière première qui lui est rachetée à 40 FCFA le kilo. Avec cette approche, IMPULSION assure donc une réserve considérable de matière première

[2] PLAN D'ACTION RELATIF A L'INTEGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE Direction générale de la Coopération au Développement

limitant les pénuries pour la production d'huile de baobab et de balanites. Toujours dans l'approche communautaire, IMPULSION a formé des groupes de femmes sur la production de savon à partir d'huile de balanites. La stratégie de mise en valeur des huiles produites par IMPULSION était tout d'abord l'amélioration de la présentation du produit à travers un conditionnement en plastique transparent permettant de témoigner de la limpidité de l'huile. La promotion s'est faite à travers divers canaux de communication dont les réseaux sociaux (existence d'une page Facebook). L'approche partenariale pour le commerce des huiles a été adoptée avec un acheteur grossiste qui assure l'écoulement des productions. Cependant en termes de rentabilité avec ce dernier, l'association vend le plus souvent à perte et une diversification des acheteurs grossistes s'avère être une nécessité. Le tableau 5 ci-dessous présente la liste exhaustive des produits à base de PFNL mis à disposition par l'association IMPULSION.

Tableau 5 : Produits à base de PFNL promus par IMPULSION

Produits
Tourteau (kg)
Poudre de tige de mil (kg)
Poudre de Piliostigma (kg)
Savon (boule)
Huile de Balanites (bidon de 120 ml)
Huile de Balanites (L)
Huile de Baobab (bidon de 60 ml)
Huile de Baobab (L)

Source : Rapport S1 2021 – Association IMPULSION

L'association NATUDEV a également beaucoup œuvrée dans la mise en valeur des PFNL à travers deux produits essentiels que sont le miel et le beurre de karité. L'approche de NATUDEV a été de renforcer les capacités des communautés afin de leur permettre de faire l'apiculture et la production de beurre de karité comme Activité Génératrice de Revenus (AGR). Concernant l'apiculture, 42 apiculteurs ont bénéficié tout d'abord de formation sur les bases du métier. Il s'agit de modules de formation traitant (i) des habitants de la ruche et des pratiques apicoles, (ii) la biologie de l'abeille et le cycle de la colonie, (iii) le rôle polinisateur de l'abeille, (iv) le matériel apicole, (v) les techniques de récolte du miel, (vi) les produits de la ruche, (vii) la mise en place et la gestion d'une coopérative suivant les normes OHADA. Ensuite une dotation en matériel de production a été faite. Il s'agit des ruches et leurs supports, les paires de gants, les combinaisons, les brosses à abeilles, les lève-cadres, les paires de bottes et les enfumoirs. L'une des difficultés rencontrées dans la production du miel est l'écoulement du produit (voir témoignage apiculteur en annexe 4). Pour palier cela, NATUDEV a développé la stratégie de récupération du miel auprès des producteurs pour la commercialisation. L'association a créé donc un réseau d'écoulement vers les supermarchés.

Concernant la filière beurre de karité, cinq (5) groupements de femmes productrices ont reçu chacun la somme de 100.000 FCFA versée en deux tranches de 50.000 FCFA. Cette somme constitue un fonds de roulement pour l'achat des amandes de karité.

Malgré le contexte sécuritaire fortement dégradé au niveau du pays, les partenaires ont apprécié la grande flexibilité avec laquelle ULBC a permis de redéfinir certaines activités et de les mener. Le système de suivi des activités a été basé en partie sur l'élaboration d'avenants entre ULBC et les partenaires ; chaque avenant étant suivi d'un rapport de mise en œuvre des activités et d'indicateurs liés. En effet, les avenants ont été élaborés de telle sorte que l'on puisse avoir l'état d'achèvement des résultats (réalisés, non réalisés, attendus) ainsi que les besoins à couvrir (ressources humaines, matérielles et financières).

Par ailleurs, des sessions de renforcement de capacités des partenaires sur des thèmes comme le suivi-évaluation, la recherche de financement, la gestion comptable et financière et le marketing ont permis d'outiller les partenaires pour un renforcement des objectifs du projet mais aussi de leurs organisations respectives. Les rapports de formation partagés par ULBC montrent qu'elle a recouru à des experts spécialisés dans ces différentes thématiques pour les dispenser. Les partenaires ont marqué une appréciation positive de ces formations.

Les partenaires soulignent que le changement de coordinateur au niveau d'ULBC a entrainé une période de flottement dans un premier temps. L'arrivée d'une nouvelle coordinatrice a permis de résoudre cette situation difficile et les choses se sont nettement améliorées par la suite. La proactivité et la présence plus importante sur le terrain de la coordinatrice ont été saluées par les partenaires.

Sources de vérification :

- *Plan d'aménagement et de gestion participatif (PAGEP) du corridor n°1 reliant le parc national Kaboré Tambi et la forêt classée et ranch de gibier de Nazinga dans les communes de Guiaro et Pô dans la province du Nahouri 2021-2030*
- *Référentiel Balanites*
- *Référentiel Karité*
- *Référentiel Miel*
- *Brochure Balanites*
- *Pré-business plan système de maintenance hydraulique*
- *Contrats, avenants ULBC et rapports liés – IMPULSION*
- *Contrats, avenants ULBC et rapports liés – NATUDEV*
- *Contrats, avenants ULBC et rapports liés – APAF*
- *Burkina Faso - Rapport d'activités 2020*
- *Indicateurs contractuels initiaux DGD Burkina*
- *Dossier initial présenté DGD - Burkina*
- *Plan d'action relatif à l'intégration de la dimension de genre Direction générale de la Coopération au Développement*
- *Entretiens :*
    - *Coordinatrice ULBC*
    - *Assistante Technique ULBC*
    - *Responsable Financier ULBC*
    - *Président NATUDEV*
    - *Coordinateur IMPULSION*

- *Responsable Environnement IMPULSION*
- *Responsable Hydraulique IMPULSION*
- *Responsable Financier IMPULSION*
- *Directeur APAF*
- *Directeur Adjoint APAF*

Bonnes pratiques :

- *La flexibilité contractuelle avec ULBC dans la mise en œuvre des activités a facilité les adaptions nécessaires permettant de faire face à la situation sécuritaire.*
- *L'approche communautaire d'IMPULSION a permis d'avoir un bon ancrage au sein de la communauté et d'assurer un approvisionnement conséquent en matière première.*
- *Le développement d'une haie vive le long du corridor est une bonne solution pour la réduction des conflits hommes-faunes.*

3.2. Efficience

3.2.1. Changements dans le contexte des résultats pendant la mise en œuvre

***Question d'évaluation :* Compte tenu de l'évolution du contexte sécuritaire, la réaffectation des principales ressources humaines et matérielles ont-elles été perçues comme pertinentes par les partenaires ? Quelles auraient été les stratégies d'affectation alternatives ?**

Points clés 2 : La réaffectation des principales ressources humaines et matérielles a été perçue comme pertinente par les partenaires. Des adaptations se sont avérées nécessaires et des réalisations de qualité ont été faites dans la transformation des PFNL et le volet hydraulique mis en place par IMPULSION.

L'évaluation des stratégies d'affectation possibles a montré que celle adoptée par ULBC était la meilleure option.

La crise sécuritaire au Burkina Faso perdure depuis 2015, avec la présence de groupes d'opposition armés (GOA) installés dans plusieurs régions du pays. Au fil des années, les incidents sécuritaires se sont graduellement étendus aux villes de l'intérieur. Pour les projets en général, cela a eu comme corollaire, l'arrêt, la délocalisation ou l'adaptation des activités. Pour le projet DGD, les partenaires de mise en œuvre qui avaient leurs activités initialement prévues dans la région du Centre-Nord ont été considérablement impactés.

L'association IMPULSION a été fortement affectée par la crise sécuritaire dans ses volets hydraulique et transformation PFNL. Cela a nécessité la réaffectation d'une partie des ressources prévues sur le volet transformation PFNL vers une relocalisation de l'atelier de transformation à Ziniaré. Une partie des ressources prévues pour la mise en place du centre de maintenance hydraulique a été utilisée pour le renforcement de l'atelier hydraulique. Les stratégies de réaffectation de ressources et leurs conséquences sur ces deux volets sont décrites dans les lignes ci-dessous.

Transformation des PFNL

La stratégie principale pour la continuité de l'activité de transformation des PFNL était de délocaliser l'unité de transformation vers une zone plus sécurisée. En effet, l'unité de transformation des PFNL de Barsalogho (région du Centre-Nord) a été déplacée à Ziniaré (région du Plateau Central). Le désassemblage des machines, leur convoiement et leur réinstallation se sont avérées être des tâches difficiles du fait de la spontanéité de la situation et de son caractère précipité ainsi que tous les effets imprévus en termes de cout, logistique et ressources humaines. Ensuite, la zone choisie à Ziniaré pour la réinstallation de l'unité de production est présentement inappropriée car en milieu urbain dans une zone à usage d'habitation. L'unité, pendant son fonctionnement, entraine des nuisances sonores pour le voisinage. Le local abritant l'unité est techniquement inapproprié car ne respectant pas les règles d'usinage (espacement des machines, câblage électrique, protocole incendie, etc.) et est de taille très réduite. A ce sujet, il reste encore du matériel dans le site de Barsalogho qui n'a pas encore été convoyé vers le site actuel de Ziniaré. Cependant, comme discuté plus

haut, cela n'a pas empêché IMPULSION de procéder à la transformation des PFNL avec la production d'huiles essentielles à base de balanites et de baobab, ainsi que du savon et d'autres produits. Les entretiens avec les acteurs clés font ressortir que cette stratégie a effectivement permis la continuité des activités de transformation des PFNL ; attestant ainsi de la pertinence de cette stratégie. Cependant, bien que la continuité de la production soit assurée, l'approvisionnement en matières premières devient plus problématique. En effet, les matières premières étaient initialement obtenues dans les environs de Barsalogho à travers une contractualisation entre l'association IMPULSION et les femmes de la communauté. Même en cas de disponibilité de la matière première, la logistique pour le transport entre Barsalogho et Ziniaré restera difficile à supporter par l'association IMPULSION.

Volet hydraulique

Une partie des ressources prévues pour l'intervention sur le massif forestier de Korko a été réaffectée au renforcement des activités hydrauliques de l'association IMPULSION, selon l'avenant N°9 signé entre ULBC et IMPULSION. Cette réaffectation des ressources a contribué à la réalisation des activités clés suivantes : renforcement de l'atelier de forage, gestion des systèmes d'approvisionnement en eau potable simplifiés (AEPS) et activités du Centre de Maintenance Hydraulique.

La dégradation de la situation sécuritaire dans la zone de Barsalogho a entrainé un déplacement massif de populations (déplacés internes) vers la ville de Barsalogho. La demande d'eau potable a connu une augmentation drastique à partir de décembre 2018 faisant passer les besoins en eau potable à plus de 2000 m3 par jour. L'augmentation du besoin en eau a été pris en charge par IMPULSION grâce au soutien apporté par ULBC mais aussi des prestations de services effectuées au profit d'organisations telles que WINROCK INTERNATIONAL, l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la mairie de Barsalogho.

Avec la dégradation du contexte sécuritaire et l'augmentation des besoins humanitaires dans la zone de Barsalogho, l'association IMPULSION a su réadapter ses activités en développant un volet WASH en urgence. Le renforcement de ce volet a été facilité par la formation du Responsable Hydraulique d'IMPULSION en WASH entièrement financée par l'ULBC ainsi que la participation aux activités du Cluster WASH dans la région du Centre-Nord.

Du fait de son expertise acquise dans la zone de Barsalogho avec des prestations au profit d'acteurs intervenant dans le domaine de l'humanitaire tels que UNICEF, FAO, Terre Eau Vie, etc., IMPULSION a été sollicitée par ULBC pour la réalisation d'activités hydrauliques dans la zone PONASI sous la forme d'une prestation de service. La non-maitrise sociologique de la zone PONASI comparativement à celle de Barsalogho n'a pas permis de développer le modèle standard promu par IMPULSION. ULBC a toutefois garanti les mises en relation nécessaires avec les autorités administratives, locales et les acteurs clés pour faciliter la réalisation de cette prestation de service. Par ailleurs, une formation sur la maintenance des points d'eau a été organisée par la suite au profit des bénéficiaires et cela a permis d'améliorer la relation

entre IMPULSION et les bénéficiaires et de faire tomber le sentiment selon lequel l'association venait juste pour leur imposer des choses. A ce jour, une dizaine de forages a été réhabilitée dans la zone PONASI. Les entretiens avec les acteurs clés font ressortir que le renforcement des capacités de l'atelier hydraulique a été pertinent car ayant permis à l'association IMPULSION de développer un volet WASH urgence tout en continuant à renforcer les capacités d'approvisionnement en eau potable dans la commune de Barsalogho. Toutefois, cette pertinence est à nuancer car la rentabilité de l'atelier reste limitée.

En somme, la réaffectation des ressources humaines et matérielles s'est avérée être nécessaire pour non seulement assurer la continuité des activités mais aussi en tant que mesure de résilience face à la crise. Ces adaptations ont été très bénéfiques aux populations de la zone PONASI pour le cas des forages construits et réhabilités par IMPULSION. Ces adaptations bien que jugées pertinentes, auraient pu être mieux exécutées à travers de meilleures concertations comme par exemple la sélection conjointe des bénéficiaires dans la zone PONASI, l'étude analytique des effets du transfert de l'unité de transformation.

Eu égard à la réaffectation des ressources et défis rencontrés, on est en droit de se demander s'il aurait été plus pertinent d'envisager d'autres stratégies. La réaffectation des ressources a été nécessaire en raison de l'occurrence d'un risque majeur lié à la dégradation de la situation sécuritaire dans la zone de Barsalogho en particulier, et dans le pays en général. Face à un risque d'une telle ampleur, les alternatives standards suivantes sont proposées :

L'évitement : consiste à quitter la zone objet du risque et réaffecter éventuellement les ressources vers une alternative moins risquée.

Le transfert : recourir à un acteur pour qui le risque identifié n'est pas au même niveau de criticité en raison de ses capacités et ressources plus adaptée pour y faire face.

L'acceptation : mobiliser des stratégies permettant d'instaurer un environnement opérationnel, sécurisé grâce au consentement, à l'approbation et à la coopération des individus, des communautés et des autorités au niveau local.

A l'analyse de ces trois (3) stratégies de gestion de risques, on constate que c'est l'évitement qui a été choisie par le projet. La réalité de la zone de Barsalogho (commune rurale) et la nature de la menace sécuritaire (groupes d'opposition armés ciblant plusieurs types d'acteurs) permettent difficilement d'envisager le transfert et/ou l'acceptation.

La stratégie d'évitement a permis de garantir l'intégrité physique du matériel de l'association IMPULSION, la protection des personnes et d'assurer la continuité de service envers des populations qui en avaient besoin.

Sources de vérification :

- *Contrats, avenants ULBC et rapports liés – IMPULSION*
- *Entretiens :*
    - *Coordinatrice ULBC*
    - *Responsable Financier ULBC*

- *Coordinateur IMPULSION*
- *Responsable Environnement IMPULSION*
- *Responsable technique de l'Unité de Production*
- *Responsable Hydraulique IMPULSION*
- *Responsable Financier IMPULSION*

Bonnes pratiques :

- *La flexibilité prônée par l'ULBC dans l'accompagnement du partenaire permet une plus grande adaptation des activités sur le terrain*
- *La recherche de l'ancrage communautaire à travers la formation des bénéficiaires sur la maintenance des points d'eau.*

3.3. Pertinence

3.3.1. Changements dans la stratégie pendant la mise en œuvre

Question d'évaluation : ***Quelle a été la pertinence perçue par les partenaires et par les autorités locales de la réorientation des activités en cours d'exécution de programme ?***

Points clés 3 : Des consultations ont eu lieu entre ULBC et les différents partenaires touchés par les réorientations des activités notamment APAF et IMPULSION. Les partenaires reconnaissent que les réaffectations ont contribué à assurer la continuité des activités notamment pour IMPULSION pour ce qui est de la transformation des PFNL et des activités hydrauliques.

La réorientation des activités s'est imposée aux acteurs du projet en raison de la dégradation de la situation sécuritaire du pays. Cette situation a fortement impacté la commune de Barsalogho dont l'accès est devenu difficile. En plus de cela un grand nombre de personnes déplacées internes ont été accueillies au niveau de la commune.

Les partenaires IMPULSION et APAF reconnaissent qu'il y a eu des concertations entre eux et ULBC pour décider de ce qui était envisageable en termes de réorientation des activités en cours d'exécution du programme. Cette réorientation a été "participative et consensuelle" selon le Coordinateur de l'association IMPULSION.

Pour ce qui est de l'association IMPULSION, la réorientation a consisté en une délocalisation d'une partie de l'unité de transformation à Ziniaré et d'une réaffectation de ressources vers l'atelier de forage. L'unité de transformation étant difficile à délocaliser vu l'ensemble des infrastructures en place et la taille des machines, il a été convenu de déplacer les presses à Ziniaré et de continuer à décortiquer les graines à Barsalogho en espérant un retour rapide à la normale. Les graines devraient donc continuer à être achetées auprès des femmes de la commune de Barsalogho. Les autorités locales de la commune de Barsalogho avaient été informées de cette stratégie. Toutefois, la dégradation rapide et progressive de la situation sécuritaire n'a pas permis un retour rapide à Barsalogho. Bien au contraire, les installations de l'unité de transformation sont maintenant occupées par les déplacées internes de Barsalogho, sur demande des autorités locales. L'association IMPULSION envisage désormais une délocalisation intégrale de l'unité de transformation dans la Commune de Pabré, région du Centre. Elle y a déjà acquis un terrain de 1,5 hectares. Les estimations pour les réalisations à faire pour la mise en route de la nouvelle unité étaient toujours en cours au moment de cette évaluation.

La réorientation des activités dans le secteur de l'hydraulique de l'association IMPULSION a consisté au renforcement et en la réhabilitation de l'atelier de forage. L'idée à la base était de permettre à IMPULSION de développer une Activité Génératrice de Revenus (AGR). Le partenaire estime, à la base que cette idée était bonne. Mais avec du recul aujourd'hui, le partenaire pense que la décision aurait dû être prise sur la base d'une étude de faisabilité. Il existe des machines qui consomment pratiquement trois (3) fois moins que celle de l'association IMPULSION. Cela pose l'épineuse question de compétitivité par rapport aux autres acteurs qui sont dans le domaine des forages hydrauliques. Le partenaire estime avoir

été un peu “forcé” par ULBC dans cette réorientation. “Le retour sur investissement des ressources affectées dans l’atelier de forage n’est bon” précise le Coordinateur de l’association IMPULSION.

Pour ce qui est d’APAF, les concertations ont abouti à la réorientation des activités dans la zone PONASI. Il faut souligner qu’APAF estime qu’une diversification des zones d’intervention en raison des différences de climat (variations pluviométriques) permet d’avoir des résultats variés et contribue à un meilleur partage des connaissances et une consolidation des acquis. ULBC a toutefois souligné qu’il n’était pas possible d’intervenir dans d’autres zones en dehors de celle du projet (PONASI). Les activités ont donc été réorientées uniquement dans la zone PONASI. Le partenaire espère, néanmoins, qu’en cas de nouveau programme, il puisse être possible de mener des activités d’agroforesterie dans des zones aux conditions climatiques variées.

ULBC, dans un souci de soutenir l’association dans la diversification de ses sources de revenus et dans le souci d’apporter des réponses concrètes aux préoccupations des populations des zones bénéficiaires, a financé la réalisation et réhabilitation de forages dans la zone PONASI sous forme de prestation de service réalisée par l’association IMPULSION. Cette prestation de service a permis la construction et réhabilitation d’une dizaine de forages dans la zone PONASI. Les entretiens avec les mairies de Guiaro et de Pô ont fait ressortir une grande satisfaction par rapport à cet appui apporté par ULBC. Malgré le fait que l’intervention de l’association IMPULSION se soit faite sous la forme de prestation de service, ULBC a en quelque sorte préparer le terrain auprès des acteurs pour une intervention à plus ou moins long terme de l’association IMPULSION dans la zone, à l’instar d’une mise en application de stratégie de pénétration de marché.

Perception des communes de Guiaro et Pô des activités hydrauliques réalisées

Dans la zone PONASI, les mairies de Guiaro et Pô sont globalement satisfaites. L'approche participative d'ULBC qui passe par les services techniques de ces mairies pour l'obtention d'information, de données chiffrées est très appréciée ainsi que l'implication des membres du Conseil Municipal dans l'accompagnement de certaines activités menées sur le terrain. L'association IMPULSION a fait des réalisations dans le domaine hydraulique qui ont eu des effets positifs sur le bien-être des populations. En effet, dans la commune de Guiaro, il y avait des besoins considérables en eau potable pour lesquels la mairie n'avait pas les ressources nécessaires. Les forages réalisés par l'association IMPULSION sont venus comblés ces besoins. Les activités hydrauliques se voient accordées une grande importance par le partenaire communal (voir témoignage adjoint au maire en annexe 4). En effet, la mairie de Guiaro dispose d'une personne dédiée au suivi des pompes à motricité humaine avec comme objectif, le rapportage sur la qualité des ouvrages et leur entretien.

Au niveau de la commune de Pô, le manque d'eau était localisé dans les zones de Bourou, Tiakane, Yaro et d'autres villages environnants. A l'instar de Guiaro, des forages ont été réalisés et/ou réhabilités. Avec l'avènement de la crise de la COVID-19 qui a demandé une réadaptation supplémentaire des activités en plus des aspects déjà présents de sécurité, des centres de santé de Pô ont été soutenus par ULBC. Ce soutien s'est traduit par la dotation en matériel sanitaire de première nécessité pour la lutte contre la pandémie.

Des difficultés dans le volet hydraulique ont été rencontrées par IMPULSION. Ces difficultés étaient relatives à une incompréhension au niveau des communautés notamment pour ce qui est de la gestion des points d'eau et les cotisations requises pour leur entretien. En effet, dans certaines localités, des membres de la communauté se sont érigés en propriétaires de la pompe et refusaient de payer les cotisations nécessaires. Il a fallu faire le tour de ces différentes localités afin de sensibiliser les populations sur leur responsabilité dans la gestion des ouvrages hydrauliques. La formation des Associations d'Usagers de l'Eau (AUE) par IMPULSION a été un atout favorable pour la sensibilisation et la prise en main de la gestion des ouvrages.

Sources de vérification :

- *Contrats, avenants ULBC et rapports liés – APAF*
- *Contrats, avenants ULBC et rapports liés – IMPULSION*
- *Entretiens :*
    - *Directeur APAF*
    - *Directeur Adjoint APAF*
    - *Coordinateur IMPULSION*
    - *Responsable Environnement IMPULSION*
    - *Responsable Hydraulique IMPULSION*
    - *Responsable Financier IMPULSION*
    - *Coordinatrice ULBC*
    - *Mairie de Pô*
    - *Mairie de Guiaro*

Bonnes pratiques :

- *L'implication de la communauté dans la gestion des activités et l'intérêt suscité auprès de ces derniers à travers la génération de revenus.*
- *Le fait d'appuyer à la résolution d'une préoccupation majeure des communes (la fourniture d'eau potable aux populations) est une activité qui a augmenté le crédit de l'ULBC auprès des autorités locales*
- *La stratégie de soutien à la pénétration de nouveaux marchés mise en place par ULBC au profit de son partenaire IMPULSION*

3.3.2. Effet sur les dynamiques communautaires

***Question d'évaluation :* Dans quelle mesure le programme a-t-il pu contribuer aux cibles énoncées ci-contre ?**

Points clés 4 : Le programme a contribué à la cible 1 a travers l'inclusion de femmes et jeunes comme bénéficiaires des activités favorisant l'agriculture. Ces bénéficiaires ont notamment participe à des activités de renforcement de capacite. Pour les cibles 2 et 5 la transformation des PFNL a permis la participation des femmes et des jeunes notamment dans les activités d'approvisionnement en graine pour la production d'huile, de savon, la fabrication de beurre de karité et l'apiculture.

Cible 1 : *Promouvoir avec la participation des femmes et des jeunes un secteur agricole performant, durable et basé sur l'agriculture familiale au sein d'une économie rurale inclusive et assurer la sécurité alimentaire*

Cible 2 : *Promouvoir les dynamiques émergentes, notamment celles intégrant la participation des femmes et des jeunes, pour une prise en compte des questions environnementales et la gestion des ressources naturelles par les organisations communautaires, les autorités décentralisées et les pouvoirs publics.*

Cible 5 : *Améliorer les capacités de maîtrise concertée du territoire pour un accès adéquat de la population, et en particulier des femmes, à la citoyenneté et aux biens et services publics en particulier de proximité*

Le projet a contribué à l'atteinte de la cible 1 à travers l'inclusion de femmes et jeunes comme bénéficiaires des activités favorisant l'agriculture (cf. base de données des bénéficiaires APAF). Ces personnes sont les producteurs et productrices qui ont participées à la plantation de 3 000 arbres fertilitaires mis en pépinière dans 6 villages à raison de 500 pots par village (rapports mensuels APAF) pour la régénération naturelle assistée (RNA) des sols ainsi que les activités d'agroforesterie. Ces producteurs et productrices ont été formés à l'application de répulsif biologique afin d'éloigner les animaux. Des focus group ont été réalisés avec les producteurs y compris les jeunes des exploitations agricoles de Bourou, Kolo, Oualem, Saro, Tiakane et Yaro qui se disent satisfaits des activités, notamment les renforcements de capacité au travers des formations pratiques sur la RNA et les dotations en petits matériels. En juin 2020, le suivi de la pousse de ces arbres laissait savoir une hauteur moyenne de 1,20 mètres. La réussite de cette activité permettra d'avoir un bon amendement des sols, ce qui favorisera l'agriculture familiale et pourra assurer une sécurité alimentaire conséquente dans la zone.

Pour les cibles 2 et 5, la transformation des PFNL a permis la participation des femmes et des jeunes notamment dans les activités d'approvisionnement en graine pour la production d'huile, de savon, la fabrication de beurre de karité et l'apiculture. La gestion des ressources en eau a vu l'implication des AUE et aussi des mairies, pour une collaboration qui porte des fruits. Le PAGEP, bien que pas encore effectif, possède néanmoins un plan d'opération avec un programme de gouvernance participatif, un programme IEC, un programme protection et

un programme recherche-suivi-évaluation. Ces différents programmes sont directement arrimés aux autorités communales et permettent d'assurer un accès aux biens et services publics en particulier de proximité, bien sûr dans le cadre environnemental et en lien avec les ressources naturelles.

En conclusion pour ce qui est de la représentativité du genre, on peut dire qu'elle a été faible pour la cible 1. Si pour les cibles de 2 et 5, on note des actions spécifiquement vers les femmes et les jeunes, le constat est à l'apposée pour la cible 1. Par exemple, l'activité d'auto-évaluation de l'intervention effectuée par APAF fait ressortir la participation de 2 femmes sur les 56 personnes présentes, soit un taux de 3,6%. Cela se justifie, en partie, par le fait que la grande majorité des propriétaires terriens sont des hommes. Néanmoins, aucune mesure spécifique dédiée aux femmes n'a pu être observée en lien avec la cible 1 comme par exemple une session de formation uniquement dédiée aux femmes en agroforesterie ou la gestion des exploitations familiales ou encore la commercialisation des produits issus des exploitations.

Sources de vérification :

- *Contrats, avenants ULBC et rapports liés – APAF*
- *Rapport de l'auto-évaluation de l'intervention de l'APAF Burkina dans les six villages riverains du corridor n° 1 des éléphants dans la province du Nahouri*
- *Base de données des bénéficiaires APAF*
- *Rapports d'activités mensuels APAF*
- *Entretiens :*
    - *Directeur APAF*
    - *Directeur Adjoint APAF*
    - *Groupements d'exploitations familiales*
    - *Président NATUDEV*
    - *Groupements de productrices de beurre de karité*
    - *Coordinatrice ULBC*

Bonnes pratiques :

- *L'utilisation des répulsif naturel permet de repousser les animaux tout en ne contribuant pas à la dégradation des sols.*
- *La signature de contrat d'approvisionnement avec les groupements de femmes est une action salutaire à encourager car il permet aux femmes de bénéficier de revenus supplémentaires qui profitent à l'ensemble du ménage et aux enfants en particulier*

3.4. Impact

3.4.1. Facteurs et processus affectant l'atteinte des résultats

Question d'évaluation : ***Dans quelle mesure les outils de suivi prônés dans le PAGEP permettront-ils de s'assurer que « la fonction de développement qui vise à concilier la conservation avec une exploitation durable de l'écosystème grâce à une étroite collaboration avec les communautés locales » pourra effectivement être vérifiée.***

Question d'évaluation : ***Comment les principales parties prenantes impliquées lors de l'élaboration du PAGEP s'approprient-elles les outils proposés ?***

Points clés 5 : Les axes de suivi envisagés dans le PAGEP sont d'une pertinence avec des embranchements sur les stratégies nationales. Les suivis liés à la végétation, l'écologie, la faune et le climat sont en droite ligne avec les défis à relever définis dans les stratégies nationales, permettant d'assurer la conservation et l'exploitation des écosystèmes. Pour ce qui est de la collaboration avec les communautés, le programme de valorisation des ressources prévoit l'implication des membres de la communauté dans les activités à l'intérieur et autour du corridor N°1. Les principales parties prenantes impliquées dans le PAGEP sont regroupées à travers un cadre de concertation intercommunal dont les objectifs sont (i) l'élaboration du plan d'aménagement et de gestion participative du corridor N°1, (ii) la responsabilisation de la population par la mise en place d'une structure inter-villageoise et (iii) la mise en place d'un dispositif de suivi écologique participatif du corridor N°1.

La nécessité d'élaboration du PAGEP est née du souci des populations riveraines du corridor N°1 d'avoir un mécanisme qui leur permet de concilier la conservation avec une exploitation qui puisse satisfaire à leurs besoins présents et futurs. Sous l'impulsion de NATUDEV, avec le soutien de ses partenaires, la mobilisation des communautés et des autorités locales a permis de faire porter le processus d'élaboration du PAGEP par les mairies de Pô et de Guiaro avec une forte implication des communautés et autorités locales.

Un Cadre de Concertation Intercommunal (CCI) de Pô et Guiaro pour le classement du corridor N°1 du PONASI a été mis en place le 19 octobre 2018. Le CCI s'est donné pour mission d'œuvrer au classement du corridor N°1 afin, d'une part, d'assurer la conservation des ressources naturelles et, d'autre part, une valorisation optimale et durable du potentiel forestier et faunique du corridor et de ses environs. Pour y arriver, le CCI devra veiller à (i) l'élaboration du plan d'aménagement et de gestion participative du corridor N°1, (ii) la responsabilisation de la population par la mise en place d'une structure inter-villageoise et (iii) la mise en place d'un dispositif de suivi écologique participatif du corridor N°1.

La liste des membres du CCI est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6: Composition du Cadre de Concertation Intercommunal de gestion du corridor N°1

Personnalités / Structures	*Nbre de personnes*
Haut-Commissaire ou son représentant dans le Cadre de Concertation	1
Maires (Guiaro et Pô)	2
Préfets (Guiaro et Pô)	2
Directeurs provinciaux (Agriculture, Élevage, Environnement et Impôts)	4
Chef Unité de gestion du Ranch de Gibier de Nazinga	1
Secrétaires Généraux de Mairie (Guiaro et Pô)	2
Sécurité (Gendarmerie, Police Nationale et Police Municipale)	3
Chef de services départementaux environnement (Guiaro et Pô)	2
Présidents de Commission spécialisée des conseils municipaux (Guiaro et Pô)	8
Responsables services fonciers ruraux des conseils municipaux (Guiaro et Pô)	2
Présidents de CVD des villages limitrophes du corridor 1 (Kollo, Saro, Oualem, Tiakané, Yaro, Bourou)	6
Responsables coutumiers des villages et hameaux de culture limitrophes (Kollo, Saro, Oualem, Tiakané, Yaro, Bourou, Bédaré, Kadro)	8
Organisation paysanne des villages limitrophes (Kollo, Saro, Oualem, Tiakané, Yaro, Bourou)	6
Association Gamo Wigna	1
Association Gobi Yazura	1
Association NATUDEV	1
Direction Nationale de la Faune et des Ressources Cynégétiques	1
Personne-ressource (Monsieur Basile ADOUABOU)	1
TOTAL	**52**

Source: Association NATUDEV

L'analyse des membres du CCI montre une prise en compte maximale des acteurs locaux pour une meilleure appropriation du processus d'enregistrement du corridor N°1. Les autorités locales étatiques, communales ainsi que les communautés et associations locales sont relativement bien représentées. La présence d'acteurs représentants des partenaires comme des ONG internationales ou acteurs soutenant techniquement et/ou finance des intervenants dans la zone du corridor aurait pu apporter une valeur ajoutée et faciliter la coordination entre les interventions de ces acteurs dans la zone PONASI.

Par ailleurs, les entretiens réalisés dans le cadre de cette évaluation avec la Direction provinciale en charge de l'environnement ont fait ressortir une implication limitée dans la mise en œuvre des activités du projet. La Direction estime avoir eu les informations sur le projet qu'avec certaines des activités liées au processus d'élaboration du PAGEP.

Le PAGEP est à l'état conceptuel, défini dans un document d'orientation. A ce jour, il n'existe pas d'outils spécifiques liés au suivi. Cependant, quatre grands suivis sont attendus dans le PAGEP. Pour chaque chacun d'eux, des outils de suivi spécifiques seront élaborés. Il s'agit du :

- **Suivi écologique :** Pour la gestion rationnelle et durable des ressources naturelles ;
- **Suivi de la faune :** Pour les effectifs des différentes espèces animales de la zone, leur biomasse, leurs structures d'âges et de sexe
- **Suivi de la végétation :** Pour l'état de santé de la végétation, son évolution et la formulation des recommandations pour une valorisation optimale et durable des PFNL ;
- **Suivi climatique** : Pour les relevés de pluviométrie dans quatre stations implantées dans les villages de Saro, Kollo, Bourou et Oualem.

Ces quatre axes de suivis sont pertinents et en droite ligne avec les objectifs de la stratégie mondiale de conservation définie par l'UICN. En effet, ces objectifs concernent le maintien des processus écologiques essentiels (suivi écologique), la préservation de la diversité génétique (suivi de la faune et de la végétation). Relativement au suivi climatique, depuis le début des années 1990, la réalité ou évidence du changement climatique et de ses effets potentiels et/ou réels a conduit à un développement rapide d'outils, d'approches et de méthodes visant son intégration dans les politiques de développement, en particulier dans les programmes et projets en milieu rural.

Sur un volet plus spécifique au contexte du Burkina Faso, le pays s'est doté de la deuxième version de son Plan National de Développement Economique et Social, le PNDES 2, pour la période 2021-2025 et qui, comparativement à la première version met un accent fort sur les aspects environnementaux et climatiques. Les outils prônés par le PAGEP sont d'une contribution importante pour les insuffisances dans la gouvernance environnementale identifiées dans le PNDES 2. En effet l'indicateur de performance environnementale (IPE) du Burkina Faso est passé de 43,71 en 2016 à 38,3 en 2020, soit une baisse de plus de 5 points en l'espace de 5 ans, traduisant toute la fragilité de la gouvernance environnementale. L'une des faiblesses de cette gouvernance est la disponibilité limitée et peu qualitative des informations climatiques. Pour cette raison, le PNDES 2 déclare que les défis majeurs à relever sont entre autres :

- la maîtrise des facteurs de dégradation de l'environnement qualitatif et quantitatif ;
- la gestion intégrée des écosystèmes sensibles ;
- la promotion des évaluations environnementales ;
- le renforcement des systèmes d'information et la capacitation des acteurs et institutions impliqués dans l'adaptation au changement climatique.

Les axes de suivi prônés par le PAGEP permettront de contribuer à relever les défis susmentionnés pour assurer une fonction de développement qui vise à concilier la conservation avec une exploitation durable de l'écosystème à travers la collecte et la mise à disposition des données sur les quatre (4) axes de suivi. La pertinence de ces outils est

d'autant plus évidente que des initiatives d'envergure sont déjà existantes et pourraient être utilisées dans le suivi du PAGEP. Le secrétariat Permanent du Conseil National pour le Développement Durable (SP/CNDD) en collaboration avec la Global Green Growth Institute (GGGI) a mis en place le système Monitoring, Reporting et Verification (MRV) national dont le but est de centraliser les informations sur l'environnement et le climat collectées dans le cadre des projets et programmes au Burkina Faso pour aider à la décision basée sur des évidences. En cas d'effectivité du PAGEP, les outils qui seront utilisés permettront donc d'alimenter la plateforme MRV.

Il existe des outils de référence dont l'utilisation effective pourrait garantir un bon suivi du PAGEP. Ces outils sont consignés dans le tableau ci-dessous par axe de suivi.

Tableau 7 : Outils potentiels de suivi du PAGEP

Axe de suivi	*Outils de référence*	*Description*
Ecologie	Liste rouge des écosystèmes (LRE)	Cadre de référence mondial pour évaluer la vulnérabilité des écosystèmes. Son objectif est d'apporter une dimension écosystémique à la connaissance de l'état de la biodiversité et aux stratégies de conservation, sur la base d'évaluations facilement compréhensibles et scientifiquement rigoureuses
Faune	Liste rouge des espèces	
Végétation	EX-ACT	Ex-Ante Carbon-balance Tool sert à estimer et à hiérarchiser les activités offrant des avantages économiques et en termes d'atténuation des effets du changement climatique. L'outil peut servir à une vaste panoplie de projets d'investissement, tels que la gestion durable des terres, l'aménagement des bassins versants, la gestion forestière, la sécurité alimentaire, l'intensification des cultures et l'élevage
Climat	TOP SECAC	Trousse à Outils de Planification et Suivi-Evaluation des Capacités d'Adaptation au Changement climatique

Source : auteurs

Pour des questions de durabilité, Il est prévu une étroite collaboration avec les communautés locales à travers le programme de valorisation des ressources qui prévoit l'implication des membres de la communauté dans les activités à l'intérieur et autour du corridor N°1,

l'organisation spatiale des activités, les activités écotouristiques, l'exploitation des PFNL et l'agriculture durable en périphérie.

Les axes de suivi associés aux programmes de gestion impliquant la communauté sont une bonne combinaison qui pourront permettre d'avoir une exploitation durable de l'écosystème. En effet, le PAGEP n'est qu'un élément dans un processus global de volonté de transfert de la gestion de la forêt aux populations. Un point fort à mentionner est le fait que NATUDEV a réussi à faire porter la question du PAGEP par les communes de Pô et Guiaro. Le maire de Pô a déjà entrepris des démarches dans le sens de l'enregistrement (immatriculation) de la forêt. L'immatriculation consiste à faire apparaitre le corridor sur la carte officielle du Burkina Faso.

3.4.2. Coordination et prise de décision entre les parties prenantes

Question d'évaluation : ***Quels sont les rôles joués par NATUDEV et ULB-C dans la mise en œuvre du système de suivi, quels ont été les apports éventuels du PRD ?***

Points clés 6 : La mobilisation des communautés et des autorités locales dans l'élaboration du PAGEP a été facilité par NATUDEV avec une assistance technique et financière de ULBC. Le PRD a contribué à la revue technique lors de l'élaboration du PAGEP et aussi a travers la recherche sur les axes principaux que sont l'analyse des filières PFNL - karité et miel et méliponiculture, l'analyse des systèmes agraires, l'analyse paysagère diachronique.

NATUDEV a facilité la mobilisation des communautés et des autorités locales dans l'élaboration du PAGEP. Cela a permis d'augmenter le niveau d'appropriation du processus d'élaboration du PAGEP par les mairies de Pô et de Guiaro. Mais aussi et surtout, NATUDEV a soutenu la mise en place d'une coordination inter-villageoise couvrant l'ensemble des villages autour du corridor pour une prise en compte de leurs besoins dans le PAGEP. Cette coordination inter-villageoise permettra également d'assurer un suivi de l'action des autorités et veillera à leur redevabilité tout au long du processus.

ULBC a soutenu techniquement et financièrement NATUDEV dans l'élaboration du PAGEP. Par le biais de l'Assistante Technique d'ULBC, une revue technique a été assurée afin de veiller à la production d'un plan de qualité et qui tienne le plus possible compte des besoins des populations riveraines du corridor N°1. Le soutien financier apporter par ULBC a permis la réalisation des différentes consultations avec les communautés ainsi que la prise en charge des consultants ayant rédigé le PAGEP. La dégradation de la situation sécuritaire dans le pays a nécessité une relocalisation de l'Assistante Technique d'ULBC de Ouagadougou à Dakar ainsi qu'une limitation de ses déplacements sur le terrain au Burkina Faso. Cela n'a toutefois pas empêché d'apporter les contributions techniques nécessaires à l'élaboration du PAGEP.

Le PAGEP n'est pas encore entré dans sa phase active. Malgré la grande volonté des communes et des acteurs locaux, NATUDEV et ULBC ont encore des rôles importants à jouer dans son appropriation au niveau des communes et des communautés mais aussi de la mise en œuvre. Le fait de vouloir faire du PAGEP un document de référence dans l'exploitation du

corridor va nécessiter une importante coordination au niveau de tous les acteurs qui y interviennent. Cette coordination a d'ailleurs fait défaut et a eu comme conséquence le fait de se rendre compte d'une initiative sur le corridor menée par un autre acteur mais dont le modèle est différent de celui prôné par le partenaire NATUDEV. « La suite qui sera donnée au transfert effectif de la forêt aux communes dépendra fortement de la volonté de l'Etat qui jusqu'à présent a toujours été hésitant sur cette question malgré la mise en place de textes à cet effet », précise le Président de NATUDEV.

Comme discuté plus haut, le PAGEP sera suivi sur 4 grands axes. Le document de planification implique que les outils de suivi soient développés en fonction de ces différents axes dans la phase opérationnelle. Pour l'instant ces outils ne sont pas encore effectifs pour la simple raison qu'ils doivent être développés au moment de la mise en œuvre. Pour cette mise en œuvre, NATUDEV espère une implication à minima. En effet, le PAGEP est un document qui appartient aux mairies. L'idéal est que pour la suite, NATUDEV n'ait plus de rôle à jouer dans sa mise en œuvre. Cette implication à minima de NATUDEV dans le processus à venir signifierait que les communes aient été assez renforcées sur le plan technique. Cependant, l'organisation marque sa disponibilité pour l'accompagnement technique au besoin et la recherche de partenariat. Cet appui consisterait à renforcer la gouvernance au niveau du PAGEP et à apporter son appui dans ses domaines de prédilection que sont la valorisation des PFNL karité et apiculture. NATUDEV a préalablement aidé les communes dans la mise en place des structures, des associations, les cadres de concertation, des formations, etc.

La première version du PAGEP a été élaborée en collaboration avec une équipe de consultants. Cette dernière a été partagée avec le Projet Recherche – Développement (PRD) pour revue technique et contribution. Les amendements principaux apportés par le PRD ont porté sur les capacités des communes à mobiliser les sommes présentées dans la partie budget du document, l'appropriation de celui-ci par la population directement concernée et la pertinence de certaines actions proposées.

Le PRD a fait un apport d'envergure dans le volet recherche. En effet, pour le résultat en lien avec l'analyse des filières PFNL - karité et miel et méliponiculture, M. Soumaïla Sawadogo avait été retenu en tant que 4ème doctorant et affecté à l'analyse des chaînes de valeur et à la caractérisation des filières liées au karité et à l'apiculture locale, en concertation entre l'UEDR de l'ULiège-Gembloux Agro-Biotech (Fabio Berti et Philippe Lebailly) et son directeur de thèse, Omer Combary, à l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences économiques et de gestion (Université Thomas Sankara, ex Université Ouaga II). Le thème de la thèse était : « Effets des PFNL sur le bien-être des ménages riverains (corridor N°1) du complexe écologique Pô-Nazinga-Sissili dans la région du Centre-Sud au Burkina-Faso ». Quatre projets d'articles scientifiques ont pu être développés afin d'élargir les bases de connaissance sur les PFNL. Il s'agit :

- « Analyse de la dépendance des ménages ruraux aux PFNL autour du CAP-PONASI au Burkina Faso » ;
- « Effets des PFNL sur la pauvreté et les inégalités de revenus au Burkina Faso : cas des ménages riverains du CAP-PONASI » ;

- « Analyse de la contribution des PFNL à la sécurité alimentaire des ménages ruraux au Burkina Faso : cas des villages riverains du CAP-PONASI » ;
- « Rôle des PFNL dans l'autonomisation (empowerment) des femmes à la périphérie du CAP-PONASI au Burkina Faso ».

Pour ce qui est de la méliponiculture, la recherche a fait l'objet du doctorat de M. Issaka Kanazoé dont l'intitule était l' « Étude des potentialités mellifères et mélitophiles du corridor n°1 du PONASI Centre-Sud du Burkina Faso ». La recherche a été placée sous la direction de Nicolas Vereecken (Agroecology Lab, ULB) et de Issa Nombré, (Laboratoire de Biologie et Ecologie Végétales, Université JKZ).

Le troisième axe de recherche ayant reçu une contribution technique du PRD est l'analyse des systèmes agraires qui a été portée par le doctorant Adama Zoungrana, sous la direction de André Babou Bationo (Département Production Forestière de l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles - INERA), Salifou Traoré (Laboratoire de Biologie et Ecologie Végétales, UJKZ), Marjolein Visser et Charles De Cannière (Agroecology Lab, ULB). La thèse a porté sur la « dynamique paysagère et trajectoire d'intensification écologique des agroécosystèmes autour des aires protégées du complexe PONASI au Burkina Faso » avec environ 168 producteurs ayant été les cibles pour la collecte de données.

Enfin, l'analyse paysagère diachronique a vu la contribution de la doctorante Carine Ouedraogo, qui, en plus d'un stage en Belgique, a conduit des activités de recherche sur le terrain pour la réalisation des observations et des enquêtes au niveau des différentes entités du PONASI (le Parc National Kaboré Tambi de Pô, le ranch à gibier de Nazinga, la forêt classée de la Sissili, le corridor n°1 et le corridor n°2) et les forêts villageoises aux alentours ainsi que dans les communes environnantes (Pô, Guiaro, Bieha, Sissili, Sapouy, Nobéré, Manga, Zabré, Zoaga, Ziou, Tiebelé).

Sources de vérification :

- *Plan d'aménagement et de gestion participatif (PAGEP) du corridor n°1 reliant le parc national Kaboré Tambi et la forêt classée et ranch de gibier de Nazinga dans les communes de Guiaro et Pô dans la province du Nahouri 2021-2030*
- *Procès-verbal de rencontre d'installation des membres du Cadre de Concertation Intercommunale (CCI) de Pô et Guiaro pour le classement du corridor N°1 du PONASI*
- *Contrats, avenants ULBC et rapports liés – NATUDEV*
- *Projets de recherche pour le développement - projets de formation sud, formulaire de rapport d'activités annuel 2020*

Entretiens :

- *Coordinatrice ULBC*
- *Assistante Technique ULBC*
- *Président NATUDEV*
- *Mairie de Pô*
- *Mairie de Guiaro*

3.5. Durabilité

3.5.1. Renforcement de capacités et appropriation par les acteurs locaux

Question d'évaluation : ***Dans quelle mesure les partenaires seront-ils en capacité de poursuivre leurs activités d'exploitation ou d'appui à l'exploitation des PFNL à l'issue du projet.***

Points clés 7 : De grandes quantités ont été vendues mais à perte par IMPULSION. L'unité de production actuelle est tronquée car une partie des installations est encore à Barsalogho. En se basant, sur les états financiers et le contexte actuel, l'unité de transformation a peu de chance de devenir viable à la fin de cette phase du projet sans le soutien d'ULBC ou de solutions alternatives à rechercher.

Dans la zone de Barsalogho, l'association IMPULSION est très bien intégrée tant sur le plan communautaire qu'institutionnel. En effet, IMPULSION présente une gamme de produits que sont les huiles de baobab, de balanites et les savons. Pour l'approvisionnement en matière première, IMPULSION a utilisé le partenariat communautaire avec la signature de contrat annuel d'approvisionnement en graines par les membres de la communauté. En plus d'être une activité pour les communautés, cela a permis d'éveiller les consciences sur certains aspects de la protection environnementale et des espèces. En effet, en considérant le balanites par exemple qui est un arbre épineux, avant l'arrivée d'IMPULSION, la seule utilité qui en était faite par les communautés était la coupe pour l'érection de haie protectrice en vue de circonscrire les champs et empêcher les animaux d'y pénétrer. Aujourd'hui, l'un des effets positifs est que la communauté elle-même s'érige maintenant en protectrice de cet arbre, devenu une source de revenue conséquente pour elle et vendue à 40 FCFA le kilogramme. A cela l'on ajoute la formation à l'endroit des femmes pour les notions de base en saponification plus précisément pour la production de savon à base de Balanites. Même si l'unité de production venait à être délocalisée, ces femmes auraient bénéficié de compétences leur permettant de procéder à leur propre production avec d'autres matières premières, y compris le balanites. Cette intégration est à construire dans la zone de Ziniaré.

L'association IMPULSION a réussi la transformation des PFNL pour la production des éléments que sont les huiles essentielles et le savon avec un ancrage communautaire excellent. Dans la planification du projet, il était prévu qu'IMPULSION puisse assurer la prise en main de l'unité de transformation sans aide extérieure. Cette planification était basée sur une quantité minimum de vente d'huile à atteindre progressivement. Cependant, l'association s'est retrouvée confrontée à une difficulté d'écoulement malgré les efforts consentis sur la recherche de partenaires, acheteurs, la publicité des produits à travers l'ouverture d'une page Facebook, la participation à des foires, etc. De grandes quantités ont été vendues mais à perte.

Pour pallier cette perte, l'organisation a développé un volet recherche et développement avec comme ambition la valorisation des sous-produits issus de la transformation des PFNL. L'une des solutions explorées a été la production d'aliments pour le bétail. Cette option n'a pas donné de bons résultats du fait du gout de l'aliment qui semble avoir déplu aux animaux. La valorisation comme fertilisant a elle aussi été explorée via des tests pilotes avec des plantes de contrôles et plantes témoins. Des collaborations ont aussi eu lieu avec les universités et institutions de recherche comme l'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE) et l'Université Libre de Bruxelles (ULB) pour la production de carburant biologique et le paramétrage des machines pour l'optimisation de la production. Bien que certains des résultats aient été fructueux, la contribution palliative à la perte financière est jugée moindre mais permet de lever certaines équivoques et d'avancer sur de nouvelles questions.

L'unité de production actuelle est tronquée car une partie des installations est encore à Barsalogho. Sur un volet plus social, la position de l'unité actuelle n'est pas du tout propice car en pleine agglomération avec comme voisinage des maisons à usage d'habitation. Ces deux éléments mis ensemble montrent que l'unité actuelle ne produit pas à plein régime.

L'association IMPULSION a ouvert une boutique non loin de son siège à Ouagadougou. Cette boutique est tenue par un personnel sous contrat de volontariat. Malgré l'ouverture de la boutique, la composante marketing et commerciale pour la distribution des produits n'est pas suffisamment développée. Le niveau des ventes mais aussi les ressources mobilisées jusqu'à présent en témoignent. Sans une telle composante, il sera difficile d'atteindre un niveau de viabilisation financière pérenne de l'unité de transformation. Au moment du passage pour la présente évaluation, la boutique était fermée pour raison de fin de contrat de la volontaire faisant office de gestionnaire et d'un processus en cours pour en recruter une autre.

En se basant, sur les états financiers de 2020 et mi-2021 fournis par l'association IMPULSION et le contexte actuel, l'unité de transformation a peu de chance de devenir viable à la fin de cette phase du projet. L'unité de transformation offre malgré tout un bon potentiel dans la valorisation locale de produits forestiers non ligneux, dans les possibilités de recherche-développement en lien avec les PFNL et de création de chaines de valeur sur toute la filière de PFNL tels que le balanites, le baobab, le neem, etc. Selon les états financiers non audités de 2020, l'Unité de Transformation a réalisé une perte de 5 093 256 FCFA. Les états financiers à juin 2021 font ressortir un chiffre d'affaires de 6 030 000 FCFA pour une prévision annuelle de 31 950 000 FCFA. Il faut aussi préciser que ce chiffre d'affaires est issu d'une prestation de services et non de la vente de produits transformés. En comparant les prévisions financières du business plan de l'unité de transformation avec les états financiers (2020 et mi-2021), on constate que les performances financières sont assez loin des prévisions.

Tableau 8. Compte d'exploitation prévisionnelle de l'Unité de transformation

Rubrique	AN1/2020 (6 mois)	AN2/2021	AN3/2022
Ventes			
Huile de Balanites	2 500 000	7 500 000	10 000 000
Huile de Baobab	3 250 000	6 500 000	8 125 000
Huile de Neem	3 250 000	6 500 000	8 125 000
Savon de Balanites	3 000 000	10 800 000	10 800 000
Tourteaux de Balanites	200 000	400 000	1 000 000
Briquets	250 000	250 000	500 000
Sous Total1	12 450 000	31 950 000	38 550 000
Charges d'exploitation			
Huile de Balanites	1 403 780	4 211 340	5 615 120
Huile de Baobab	1 009 500	2 019 000	2 523 750
Huile de Neem	1 376 000	2 750 000	3 437 500
Savon de Balanites	2 150 000	7 740 000	7 740 000
Tourteaux de Balanites	44 460	88 920	222 300
Briquets	25 000	25 000	25 000
Sous Total 2	**6 008 740**	**16 834 260**	**19 563 670**
Charges opérationnelles	**4 560 000**	**9 120 000**	**9 120 000**
Sous Total 3 (Totales Charges UT)	**10 568 740**	**25 954 260**	**28 683 670**
Résultat net hors impôt	1 881 260	5 995 740	9 866 330

Source : Business Plan de l'Unité de Transformation IMPULSION

Tableau 9 : Compte de résultat reconstitué à partir des états financiers 2020 de l'association IMPULSION

Produits

Chiffre d'affaires	*1 339 450*
VENTE HUILE DE BALANITES	427 250
VENTES D'HUILE DE BAOBAB	438 000
VENTES DE SAVON	418 000
VENTES PRODUITS RESIDUEL BALANITES	56 200
Subvention	*1 196 860*
SUBVENT° VERSEES PAR ETAT & CO	12 202
SUBVENT° VERSEE PAR ORGANISME	1 184 658
Sous-total Produits	**2 536 310**

Charges

Achats consommés	2 209 193
Transports	39 077
Services extérieurs	3 211 500
Impôts et taxes	5 140
Charges de personnel	2 164 656
Sous-total Charges	**7 629 566**
Résultat net hors impôt	**-5 093 256**

Source : à partir des états financiers Unité de Transformation

A la lecture du plan d'amortissement des équipements de l'unité de production et après échange avec les responsables de l'association IMPULSION, le renouvellement de ces équipements sera difficilement possible sans aide extérieure. Par ailleurs, le déménagement

complet sur un site approprié va nécessiter des investissements importants (acquisition de terrain, aménagement, construction de locaux, etc.). Le terrain pour le nouveau site serait déjà acquis. Le cout global de l'opération est toujours en cours d'évaluation.

Tableau 10: Tableau d'amortissements de l'unité de transformation à fin 2020

Désignation	Prix d'achat (Valeur d'origine)	Subventions fédérales et cantonales/ Dons	Date d'acquisition	Année de Mise en service	Durée d'amortis-sement fixée (en années)	Cumul Amortis-sement au 31.12.2019	Amortissement linéaire 2020	Total de tous les amortissements (correction de valeur)	Valeur comptable nette
						2019	2020		
							Compte 681000	Compte 280000	-
Bassins d'eau (03)	1 476 300	1 476 300	15/03/2010	2010	20	743 276	73 302	816 578	659 722
Hangar Ziniaré	1 330 000	1 330 000	28/12/2019	2020	10		133 000	133 000	1 197 000
Kiosque de vente UT	983 900		31/12/2020		10		0	-	983 900
Mangeoirs	12 000	12 000	26/05/2013	2014	10	7 333	1 167	8 500	3 500
Etable base impulsion	1 000 000	1 000 000	03/06/2013	2014	10	611 111	97 222	708 333	291 667
Construction d'aire de sechage	362 500	362 500	27/04/2016	2016	5	298 056	64 444	362 500	-
Claies de sechages 2017	270 000	270 000	14/03/2017	2017	5	168 750	50 625	219 375	50 625
Claies de sechages 2018	250 000	250 000	28/12/2018	2019	5	50 000	50 000	100 000	150 000
Presse indienne Tinytech plants	5 356 545	5 356 545	23/09/2009	2010	7	5 356 545	0	5 356 545	-
Mise en presse indienne	434 050	434 050	31/01/2010	2010	7	434 050	0	434 050	-
Peletter	2 780 031	2 780 031	15/02/2011	2011	10	2 532 917	247 114	2 780 031	-
Décortiqueuse	5 418 200	5 418 200	15/03/2013	2013	10	3 857 758	520 147	4 377 905	1 040 295
Dépulpeuse	3 750 000	3 750 000	23/12/2013	2014	10	2 291 667	364 583	2 656 250	1 093 750
Presse Monfort (Acquis en 2014)	5 018 170	5 018 170	31/12/2013	2014	10	3 066 655	487 879	3 554 534	1 463 636
Filtre Monfort (Acquis en 2014)	6 124 530	6 124 530	31/12/2013	2014	10	3 742 768	595 441	4 338 209	1 786 322
Malaxeur estampeuse table moule Savon	2 240 000	2 240 000	23/06/2015	2016	5	1 841 778	398 222	2 240 000	-
Pompe compresseur	225 000	225 000	25/06/2015	2016	5	185 000	40 000	225 000	-
Briquetteuse	9 542 503	9 542 503	31/12/2016	2017	10	2 945 217	942 469	3 887 686	5 654 817
Broyeuse	4 025 530	4 025 530	31/12/2016	2017	10	1 242 448	397 583	1 640 031	2 385 499
Moule & Table à coupe	114 500		19/06/2020	2020	5		22 900	22 900	91 600
Bascule électrique	750 000	750 000	22/12/2010	2010	5	750 000	0	750 000	-
Charrue	80 000	80 000	08/06/2013	2014	5	80 000	0	80 000	-
Silo pour la presse	150 000	150 000	29/05/2015	2016	5	96 667	53 333	150 000	-
Equipement production savon	1 170 000	1 170 000	19/06/2015	2016	5	754 000	416 000	1 170 000	-
Balance electronique	350 000	350 000	09/07/2015	2016	5	225 556	124 444	350 000	-
Melangeur de fluide motoreducteur	350 000	350 000	02/10/2015	2016	5	225 556	124 444	350 000	-
Support de pesage pour boeuf	350 000	350 000	05/11/2015	2016	5	225 556	124 444	350 000	-
Barrique de 200L	3 774 000	3 774 000	30/07/2010	2010	5	3 774 000	0	3 774 000	-
TOTAUX	***57 687 759***	***56 589 359***				***35 506 662***	***5 328 765***	***40 835 428***	***16 852 331***

Source : Plan d'amortissement UT IMPULSION

De l'analyse du tableau des amortissements à fin 2020, il ressort que pour un montant total valorisé à 57 687 759 FCFA d'immobilisations, selon les règles de l'association IMPULSION, 56 589 359 FCFA ont été acquis via des subventions, soit un taux de 98%. Bien que certains de ces bien soient déjà amortis mais toujours fonctionnels, l'association IMPULSION ne dispose pas des provisions nécessaires pour procéder à leur renouvellement en cas de défaillance. Par ailleurs, le niveau de performance financière décrit plus haut ne pourrait soutenir de nouveaux investissements en équipements sur fonds propres.

4. LECONS APPRISES

A la suite des échanges avec les différentes parties prenantes et au terme de notre évaluation, les leçons apprises ci-dessous peuvent être relevées :

- Le projet DGD possède trois (3) partenaires principaux que sont NATUDEV, IMPULSION et APAF avec ULBC comme lead. La conduite de cette évaluation a laissé entrevoir qu'à l'échelle du projet, il n'y a pas de cadre de concertation regroupant à minima ces quatre organisations. Cela fait qu'il est difficile de (i) mutualiser les efforts, (ii) lever plus facilement les goulots d'étranglement, (iii) faciliter l'apprentissage et le partage de solutions.
- Bien que tous les partenaires n'aient pas été fortement impliqués dans la formulation du programme, ULBC a promu une approche très flexible et adaptative dans la mise en œuvre des activités qui a permis de maintenir des résultats intéressants malgré le contexte sécuritaire qui a fortement éprouvé la mise en œuvre du projet.
- ULBC a entretenu une communication effective et efficace avec les partenaires et cela a été un facteur clé pour atténuer les difficultés mais aussi pour atteindre un maximum de résultat. Cependant, cela s'est fait au cas par cas, ce qui reste bien, mais aurait pu être encore plus efficace en combinaison avec un cadre de concertation.
- Le système de suivi-évaluation mis en place par ULBC était en deçà des standards minimums et cela a négativement affecté le suivi global du projet.
- Le projet dans son élaboration n'a pas pris en compte la situation sécuritaire dans le plan de gestion des risques alors que l'instabilité existait déjà au Mali et au Niger, pays frontaliers au Burkina Faso. La prévision d'un tel risque aurait permis d'être moins durement touché par la dégradation de la situation sécuritaire au Burkina Faso.

5. CONFRONTATION DE LA THEORIE DU CHANGEMENT DU PROJET AVEC LES RESULTATS OBTENUS

La théorie du changement initialement développée pour le projet est présentée à la figure 1. Elle est composée de trois éléments principaux que sont la sphère d'intérêt, la sphère de contrôle et la sphère d'influence. A ces sphères sont associées les hypothèses ainsi que les influences externes.

Le premier niveau de la sphère de contrôle était pour ULBC de renforcer les capacités des partenaires de mise en œuvre sur les approches qualité. Trois formations ont été réalisées à l'attention des partenaires sur (i) la gestion axée sur les résultats (GAR), (ii) la recherche de financement et (iii) la gestion comptable et financière. Bien que les équipes de mise en œuvre du projet aient bénéficié de formation sur la GAR, les standards minimums pour le suivi-évaluation n'ont pas été atteints. En effet, pour un projet d'une telle envergure, l'idéal aurait été d'avoir un mécanisme de suivi-évaluation piloté par ULBC mais développé de concert avec tous les partenaires pour s'assurer de la représentativité avec des outils/canevas standards. Le tableau ci-dessous présente un résumé des standards minimums pour un système de suivi-évaluation :

Tableau 11 : Standards minimums pour le suivi-évaluation

Outils • Cadre de résultat • Plan de suivi-évaluation du projet • Canevas de rapportage standardisé à utiliser par les partenaires • Tableau de bord central de suivi des indicateurs • Situation de référence (baseline) **Processus de contrôle qualité** • Plan des missions de suivi-supervision des activités des partenaires • Circuit de remontée et de validation des données • Planification des enquêtes PDM (notamment pour les activités de distribution) • Mécanisme de gestion des plaintes **Equipe** • Organigramme de l'équipe suivi-évaluation **Cadre de concertation/Coordination** •Réunions périodiques avec les UGP (Unités de Gestion du Projet)

Source : les auteurs à partir de la revue de littérature

A propos des outils de suivi-évaluation du projet

Le projet possède un cadre de résultats qui fait partie des documents soumis à la DGD. La planification opérationnelle d'un cadre de résultat se traduit par le plan de suivi-évaluation. Ce plan est un document donnant les orientations principales sur comment le suivi-évaluation

du projet doit être compris et entrepris. Il comprend entre autres, la feuille de référencement des indicateurs principaux, qui pour chacun des indicateurs donne (i) la définition, (ii) le mode de calcul, (iii) la fréquence de collecte, (iv) le/les responsable(s) de la collecte des données, (v) le/les outils destinés à la collecte de cet indicateur, (vi) le niveau de désagrégation. En addition, ce plan situe sur les responsabilités relatives aux données collectées par le projet. Dans le cas du projet actuel, le plan de suivi-évaluation est manquant et l'on ne possède pas d'orientation sur les éléments susmentionnées. Bien que les contrats et avenants utilisés entre ULBC et ses partenaires faisaient ressortir des objectifs et indicateurs à atteindre, cela ne remplace pas un plan de suivi-évaluation en bonne et due forme.

La standardisation des formats de rapportage n'est pas obligatoire mais conseillée car elle donne une aisance dans l'indexation de l'information, facilite les amendements et contribue à assurer son intégralité. Dans le projet DGD, le nombre de format de rapports pour les activités et la finance était égal au nombre de partenaires. Chaque partenaire a produit ses rapports en fonction de son expérience, causant une variation importante dans la hiérarchisation de l'information d'un partenaire à un autre. A l'opposé, ULBC a pris le soin de veiller à ce que le format d'avenants utilisés pour la contractualisation soit standard indépendamment du partenaire. Cette attention particulière se traduit justement par le fait que les avenants au même titre que les rapports constituent un outil de suivi des processus. Il aurait été donc bénéfique pour ULBC de mettre à la disposition des partenaires, des formats de rapportage homogènes agençant clairement les informations désirées pour la bonne conduite du projet.

Relativement au suivi des indicateurs, l'évolution est d'autant plus appréciable quand elle comparée à une situation de référence encore appelée étude de base. Cette étude est réalisée en amont de la réalisation des activités du projet dans le but de connaitre la situation de départ. Le projet DGD a renseigné la plupart des valeurs de base des indicateurs du projet mais sans la réalisation d'une étude de base.

A propos des processus de contrôle de la qualité

Ils permettent d'anticiper, de réduire et de colmater les insuffisances qualitatives pouvant se retrouver dans les données et les résultats.

Le plan des missions de suivi-supervision des activités des partenaires est le calendrier établi sur une base annuelle et qui définit la périodicité avec laquelle les activités réalisées sont constatées sur le terrain. Ces suivi-supervisions pour le projet DGD auraient pu se faire à deux niveaux, c'est-à-dire à un premier niveau, ULBC effectuant des sorties pour le constat des activités des partenaires et dans un second niveau, les partenaires eux-mêmes envers les bénéficiaires de leurs activités.

Le circuit de remontée des informations est l'organigramme définissant comment les données sont générées et par qui elles transitent ainsi que les responsables de validation. Nous n'avons pas pu retrouver ce circuit dans les documents mis à notre disposition pour consultation. Il aura fallu échanger avec les parties prenantes pour avoir une idée du circuit de données.

Le enquêtes Post Distribution (PDM) sont un processus itératif permettant aux organisations de savoir si l'aide de distribution est pertinente et contribue à aider les bénéficiaires et en cas de besoin apporter les corrections nécessaires. Dans le cadre de ce projet, les PDM auraient été d'utilité pour les distributions effectuées par NATUDEV et auraient pu être demandées par ULBC.

Les mécanismes de gestion des plaintes font partie des systèmes de suivi-évaluation et permettent aux bénéficiaires d'entrer en contact avec l'organisation. Ils constituent un important canal de capture de la perception des bénéficiaires. Dans le projet DGD, l'installation de comités de redevabilité dans chacun des villages aurait facilité la remontée de certaines informations se disséminant dans les communautés.

A propos des équipes

Le projet DGD est mis en œuvre avec la contribution de trois partenaires et ULBC. Le suivi-évaluation pour ce projet devait se faire en interne par les partenaires sous la direction d'ULBC. Cela sous-entend donc qu'il aurait fallu un lead du suivi-évaluation au niveau d'ULBC et des agents suivi-évaluation uniquement dédiés au projet dans chacune des trois organisations partenaires.

A propos des cadres de concertation/Coordination

Ils permettent de réunir les partenaires de mise en œuvre du projet avec pour objectif le suivi de l'état d'exécution des activités, les réflexions sur les solutions pour les difficultés rencontrées, le partage des expériences et des leçons apprises. Dans le cadre du projet actuel, ULBC a plutôt opté pour des échanges en bilatéral avec chacun des partenaires ; ce qui ne favorise pas le partage d'expérience et de bonnes pratiques entre acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet. Il faudrait idéalement tenir un tel cadre de concertation au moins une fois l'an.

Le second niveau de la sphère de contrôle concerne les actions des partenaires de mise en œuvre envers les bénéficiaires du projet et a été bien rempli. En effet, comme discuté dans ce rapport, les partenaires ont organisé les filières d'exploitation des PFNL avec APAF pour le volet protection et régénération de la ressource, NATUDEV et IMPULSION pour l'exploitation et l'accompagnement des exploitants pour la transformation. Des activités de recherche-développement ont été mises en œuvre par l'association IMPULSION pour la transformation des PFNL en collaboration avec des instituts de recherche.
Le troisième et dernier niveau de la sphère de contrôle est relative à la capitalisation et à la dissémination des expériences concluantes auprès des acteurs concernés. Ce niveau est tributaire d'un bon système de suivi-évaluation central géré par ULBC et couplé à un mécanisme communautaire de redevabilité pour la remontée d'information. Le fait de n'avoir pas cela a négativement impacté la dynamique collaborative de partage de bonnes pratiques entre acteurs. A titre d'exemple, il n'existe pas un repositoire dans le projet dans lequel chaque acteur/partenaire peut directement avoir accès aux rapports de ses homologues afin de bénéficier des expériences vécues. Il n'y pas de synergie d'échange inter-partenariale à

travers un cadre bien délimité. En addition, l'apprentissage d'un projet se planifie au même titre que les résultats attendus à travers un agenda d'apprentissage, ce qui n'est pas le cas du projet DGD.

Pour ce qui est de la sphère d'influence, pouvant se traduire comme les facteurs non-maitrisables, deux entités sont directement visées. Ce sont les exploitants et les gestionnaires des ressources naturelles, soit un niveau communautaire et un niveau institutionnel. Au niveau communautaire, les exploitants sont légitimes certes mais ne remplissent pas forcement leurs obligations. Ces obligations sont liées à la protection de la ressource et sa pérennisation. Pour la ressource en eau, même s'il y a entre-temps eu des incompréhensions concernant les cotisations à faire, l'on peut dire que cela a été un succès avec la formation/sensibilisation des AUE et le travail de ces derniers sur le terrain. Cependant, pour la protection de la ressource forestière, des actes dommageables perpétrés par la population tels que l'allumage des feux, la coupe de portion des haies vives ont été observés. Cela est en parti un effet direct du fait que les bénéfices des activités de protection de la forêt et de régénération des sols pour les bénéficiaires est sur le long terme alors que les populations ont des besoins immédiats. Relativement aux PFNL, les personnes impliquées dans la transformation sont les profils adéquats comme les associations de transformatrices de beurre de karité, ou les apiculteurs. L'une des observations principales est que les revenus générés par l'activité ne sont pas réinvestis afin d'en assurer la pérennité. Pour des questions de durabilité, il faudrait une sensibilisation et une formation sur la budgétisation familiale car la plupart des fonds dépensés sont pour des faits familiaux et sociaux. Pour le niveau institutionnel, le cadre de concertation intercommunal pour la gestion du corridor N°1 (PAGEP) a été élaboré avec la participation de plusieurs institutions (voir Annexe 3). Du fait de leurs statures, ces institutions disposent certes du pouvoir de décision relatif à leurs thématiques dans le PAGEP. Cependant, pour ce qui est des compétences, il faudrait des évidences sur leurs compétences techniques, managériales et même la ressource matérielle dont ils disposent. Cela peut se faire à travers un diagnostic organisationnel afin de dégager un plan de renforcement de capacité adapté aux besoins de chacun.

Enfin pour la sphère d'intérêt, le premier niveau veut que les acteurs puissent dégager une plus-value et veiller à sa répartition équitable. La compréhension de plus-value est sur le plan des expériences et des revenus/bénéfices provenant des exploitations. Si l'on considère cela, le résultat est mitigé car les expériences comme discutées ne sont pas efficacement disséminées à travers un mécanisme clair, et les revenus notamment ceux générés par les AGR ne sont pas réinvestis et aucune initiative communautaire tel que la tontine villageoise n'existe à ce jour.

Le second niveau de la sphère d'intérêt veut que les acteurs maitrisent les variables pour une meilleure conservation des deux zones naturelles et une pérennisation de la distribution continue d'eau potable dans la commune rurale. Comme le montre la figure 1, l'un des facteurs contribuant à la bonne réalisation de ce niveau est la sphère d'influence relative aux obligations des exploitants qui comme discuté plus haut est difficile du fait des comportements préalablement décrits. La sécurité des zones d'intervention n'a pas été prise

en compte comme facteur d'influence et variable à maitriser alors que c'est elle qui a complètement refaçonné le projet.

L'objectif de la théorie du changement qui est de « renforcer les capacités des acteurs et des populations du monde rural pour assurer une gestion durable des ressources naturelles (CSC) », est atteint en entier pour les aspects de renforcement de capacité. Cependant, pour le volet durabilité dans la gestion des ressources, il y'a un besoin de communication pour le changement de comportement et la mise en place d'AGR pour les populations qui dépendent uniquement de la forêt.

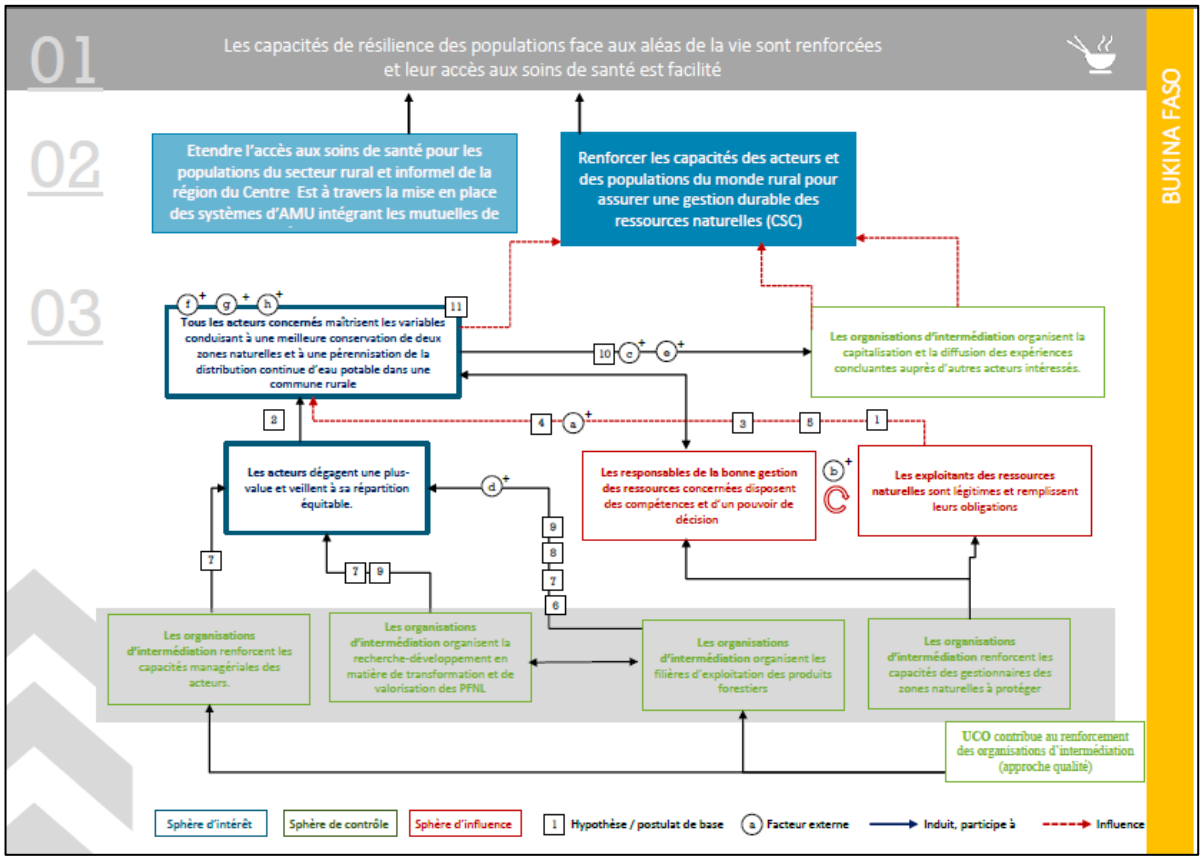

Figure 1. Théorie du changement du projet DGD (source : Document du projet)

6. CONCLUSION

L'une des difficultés majeures dans la mise en œuvre du projet DGD a été la crise sécuritaire qui a survenu dans les zones d'intervention et cela a obligé les différentes parties prenantes à s'adapter. Les adaptations ont consisté en la délocalisation de certaines activités, la relocalisation de certaines infrastructures, la réaffectation des ressources humaines et matériels. La présente évaluation a consisté à parcourir les différentes réalisations du projet afin de voir si elles répondaient aux adaptations prévues et dans une moindre mesure à la planification initiale. D'une manière générale, les partenaires de mise en œuvre avec l'accompagnement de ULBC ont réussi à mettre en œuvre les activités dans un contexte difficile, miné par l'insécurité avec son corollaire d'adaptation et de réadaptation. Les indicateurs d'OS ont été atteints pour ce qui concerne l'élaboration des 3 référentiels mais partiellement pour ce qui est de l'évaluation des systèmes de gestion. Pour ce qui concerne les activités, notamment l'exploitation durable du massif forestier, APAF a réussi la plantation d'arbres fertilitaires couvrant 153 hectares, l'utilisation des répulsifs biologiques ainsi que la formation et la sensibilisation des producteurs. NATUDEV et IMPULSION ont joué une grande partition dans la transformation des produits forestiers non ligneux avec des approches communautaires intelligentes et des formations à l'encontre des membres de la communauté. Dans la zone de Barsalogho, le système de maintenance préventive et curative des points d'eau a finalement été interrompu au profit des AEPS réalisés par IMPULSION qui a aussi fait des réalisations dans la zone PONASI. Ces adaptations dans la mise en œuvre du projet du fait de la situation sécuritaire ont été perçues comme nécessaires par les partenaires de mise en œuvre. Le processus d'élaboration du PAGEP a connu une forte implication des communautés locales et un soutien important des différents partenaires impliqués. Cela laisse entrevoir de grandes attentes des communautés dans sa phase à venir de mise en œuvre.

7. RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont formulées selon les questions d'évaluation. Nous précisons le ou les partenaires qui sont concernés en fin de chaque recommandation.

Efficacité

Question d'évaluation : Dans quelle mesure les indicateurs d'OS ont-ils été atteints ?

- Mettre en place un mécanisme de suivi-évaluation à l'échelle du projet. Il s'agira de développer des outils normatifs de gestion de projets (tableau d'indicateurs, canevas de rapportage standard, agenda d'apprentissage, etc.) (ULBC)
- Mettre en place une équipe sur le terrain pour les aspects de suivi-évaluation. La présence de telles ressources permettrait de garantir une meilleure mise en œuvre du cadre de résultat (ULBC) ;
- Avoir un bureau terrain dans la zone PONASI pour accroitre le niveau de suivi du projet. Cette zone concentre une grande partie des activités et des bénéficiaires du projet. Il serait plus efficace et efficient d'y disposer d'équipe permanente (ULBC) ;

Efficience

Question d'évaluation : Compte tenu de l'évolution du contexte sécuritaire, la réaffectation des principales ressources humaines et matérielles ont-elles été perçues comme pertinentes par les partenaires ? Quelles auraient été les stratégies d'affectation alternatives ?

- Instaurer un cadre de concertation réunissant l'ensemble des partenaires, c'est-à-dire, IMPULSION, NATUDEV, APAF et qui fera partie du mécanisme de suivi-évaluation du projet (ULBC) ;
- Renforcer le volet WASH humanitaire en s'appuyant sur le fort ancrage communautaire dans la zone de Barsalogho (Centre-Nord) ainsi que l'expérience en la matière (IMPULSION) ;
- Evaluer la possibilité de créer une sous-unité entreprise ou se positionner comme sous-traitant de certaines entreprises nationales (ce qui est moins rentable) pour élargir les possibilités de prestations de services dans le domaine du WASH (IMPULSION) ;
- Envisager un renforcement de l'équipe en charge de l'hydraulique du fait des nouvelles actions dans la zone PONASI en plus de celles de la zone de Barsalogho (IMPULSION) ;
- Développer un plan de gestion des risques de manière participative avec les partenaires que sont NATUDEV, IMPULSION et APAF et veiller à sa revue et mise à jour périodique (ULBC) ;

Pertinence

Question d'évaluation : Quelle a été la pertinence perçue par les partenaires et par les autorités locales de la réorientation des activités en cours d'exécution de programme ?

Question d'évaluation : Dans quelle mesure le programme a-t-il pu contribuer aux cibles énoncées ci-contre ?

- Effectuer une étude de rentabilité concernant l'atelier de maintenance et réaliser les investissements en considération des résultats de cette étude (IMPULSION / ULBC)
- Développer plus d'activités sensibles au genre ainsi que des mesures incitatives à la participation des femmes pour les activités agricoles (APAF).

Impact

Question d'évaluation : Dans quelle mesure les outils de suivi prônés dans le PAGEP permettront-ils de s'assurer que « la fonction de développement qui vise à concilier la conservation avec une exploitation durable de l'écosystème grâce à une étroite collaboration avec les communautés locales » pourra effectivement être vérifiée.

Question d'évaluation : Comment les principales parties prenantes impliquées lors de l'élaboration du PAGEP s'approprient-elles les outils proposés ?

- Organiser une session de réflexion sur les outils à adopter/développer pour le suivi du PAGEP avec les membres du cadre de concertation intercommunal (NATUDEV / ULBC) ;
- Soutenir les parties prenantes impliquées au niveau communal avec des formations pertinentes pour leur développement organisationnel (NATUDEV / ULBC) ;
- Maintenir la prise en compte des autorités déconcentrées dans la mise en œuvre et le suivi du PAGEP (NATUDEV / ULBC) ;

Question d'évaluation : Quels sont les rôles joués par NATUDEV et ULB-C dans la mise en œuvre du système de suivi, quels ont été les apports éventuels du PRD ?

- Conduire une évaluation des outils proposés pour le suivi des quatre axes du PAGEP (Faune, Végétation, Climat, écologie). Cette évaluation pourrait concerner la facilité de compréhension et d'utilisation par les communautés locales impliquées dans le suivi du PAGEP (NATUDEV / ULBC) ;
- Conduire des formations au profit des membres du CCI sur l'utilisation des outils qui seront développés/adoptés pour le suivi du PAGEP (NATUDEV / ULBC).
- Maintenir l'engagement des communautés locales dans la mise en œuvre du PAGEP et le processus d'enregistrement du corridor N°1 à travers des sessions de

sensibilisation et de redevabilité sur l'évolution du processus. Ces sessions peuvent être organisées dans chacun des villages autour du corridor N°1 (NATUDEV / ULBC)

Durabilité

Question d'évaluation : Dans quelle mesure les partenaires seront-ils en capacité de poursuivre leurs activités d'exploitation ou d'appui à l'exploitation des PFNL à l'issue du projet ?

- Mettre en place des initiatives visant à créer des activités génératrices de revenus au profit des producteurs afin de réduire le risque d'abandon de l'entretien des arbres dans leur phase de développement (APAF) ;
- Mettre en place un système d'information géographique pour le suivi des activités de reboisement et la géolocalisation des problèmes rencontrés comme par exemple les poches créées par les paysans dans les haies vives (APAF) ;
- Continuer le suivi rapproché des pépinières et la sensibilisation des producteurs (APAF) ;
- Mettre en place une stratégie d'implication des communautés dans la gestion durable de la forêt (APAF) ;
- Accompagner la plantation des arbres avec les moyens de protection et d'entretien de l'arbre dans sa phase de croissance (grillages, arrosoirs, etc.) (APAF) ;
- Mettre en place des mesures incitatives en vue d'un meilleur entretien des arbres (prix et récompense selon le taux de survies des arbres, par exemple) (APAF) ;
- Mener des activités de sensibilisation pour l'atténuation de l'utilisation des herbicides qui limitent les effets positifs des activités d'agroforesterie (APAF) ;
- Elargir les sources de financement pour l'autonomie financières à travers la participation à des concours nationaux comme le Fonds National de la Recherche et de l'Innovation pour le Développement -FONRID- (IMPULSION) ;
- Mobiliser et mettre en route des ressources pour le développement d'activités marketing et commerciales pour la distribution des produits de l'unité de transformation et une pérennisation des activités liées (IMPULSION) ;
- Octroyer des ressources additionnelles pour la valorisation des sous-produits issus de la transformation des PFNL à travers la recherche (ULBC) ;
- Renforcer la synergie entre les différents partenaires de mise en œuvre (IMPULSION et NATUDEV pour la distribution des produits transformés ; APAF et NATUDEV pour la complémentarité de facto entre agroforesterie et valorisation de PFNL, etc.) (ULBC)

8. ANNEXES:

Annexe 1 : Liste des répondants à l'évaluation

	Nom Prénom	Organisation	Fonction	Date d'entretien
1	Firmin Hien	APAF	Directeur Adjoint	28/10/2021
2	Yameogo Claver	APAF	Directeur	28/10/2021
3	Dr. Alexis Kaboré	NATUDEV	Président	29/10/2021
4	Saidou Ouedraogo	IMPULSION	Coordinateur	28/10/2021
5	Somé Josefa	ULBC	Coordinatrice	18/11/2021
6	Barthélemy Semdé	IMPULSION	Responsable environnement	30/10/2021
7	Jean-Pierre Ouédraogo	IMPULSION	Agent de l'unité de transformation	30/10/2021
8	Chloé Salmon	ULBC	Conseillère technique	25/11/2021
9	Serge Palé	ULBC	Responsable administratif et financier	16/11/2021
10	Wilfried Ouedraogo	IMPULSION	Responsable Hydraulique	17/11/2021
11	Salam Sigué	IMPULSION	Responsable finance	17/11/2021
12	Zibaré Eric	Commune de Guiaro	1er Adjoint au maire	11/11/2021
13	Petira Aouga Jacob	Commune de Po	2eme Adjoint au maire	11/11/2021
14	Yakari Kapiou	GFBK (Po/Bourou)	Président	13/11/2021
15	Idogo Kakobié	GFBK (Guiaro/Kolo)	Représentant du président	12/11/2021
16	Nikiéma Salifou	Apiculture (Guiaro/Kolo)	Président	12/11/2021
17	Limon Anano	GFBK (Guiaro/Oualem)	Président	14/11/2021
18	Bouliou Abdoul Razack	Apiculture (Po/Tiakane)	Président	15/11/2021
19	Limon Ouébonga	GFBK (Po/Tiakane)	Président	15/11/2021
20	Néyaga Bruno	Village de Kolo	CVD	12/11/2021
21	Néyaga Issouf	Village de Kolo	Conseiller	12/11/2021
22	Yakari Kora	Village de Bourou	CVD	13/11/2021
23	Déderkoga Acepo	Village de Yaro	Représentant du chef	13/11/2021
24	Déderkoga Nabarou	Village de Yaro	Conseiller	13/11/2021
25	Zibaré Boutié	Village de Saro	Représentant du chef	14/11/2021
26	Zibaré Komo	Village de Saro	Conseiller	14/11/2021
27	Zibaré Boumo	Village de Saro	CVD	14/11/2021
28	Nissa Bouite	Village de Oualem	CVD	14/11/2021
29	Nissa Woniwé	Village de Oualem	Conseiller	14/11/2021
30	Abouabou Akobo	Village de Tiakane	CVD	15/11/2021
31	Batiéga Ali	Village de Tiakane	Conseiller	15/11/2021

Annexe 2 : Outils de collecte de données

ENTRETIEN APAF.docx

ENTRETIEN GROUPES CIBLES.doc

ENTRETIEN IMPULSION.docx

ENTRETIEN MAIRIE.docx

ENTRETIEN NATUDEV.docx

ENTRETIEN ULBC.docx

Annexe 3 : Termes de références de l'évaluation

TDR évaluation finale Burkina.pdf

Annexe 4 : Témoignages de bénéficiaires

Témoignage Mairie de Guiaro.docx

Témoignage Apiculteur.docx

Annexe 5 : Etats financiers 2020 et mi-2021 Unité de Transformation

Etats financiers 2020 UT IMPULSION

Etats financiers provisoires mi-2021

Annexe 6 : Plan d'amortissement 2020 Unité de Transformation

Plan d'amortissement Eq

Annexe 7 : Liste des documents consultés

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

9. GALERIE PHOTOS

Vue de l'entrée de la forêt classée et du ranch de

Entretien avec les responsables de l'unité de transformation à Ziniaré

Vue de l'unité de transformation délocalisée à Ziniaré

Presse à huille installée à l'unité de transformation de Ziniaré

Huiles à base de Balanites (droite) et de Baobab produites par l'association

Savon à base de balanites fabriqué par l'association IMPULSION

Miel produit dans la zone PONASI et vendu par l'association NATUDEV

Entretien avec un groupement de femmes productrices de beurre de karité